

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1128

26 mai 2011

### SOMMAIRE

<b>ECSA S.A., SPF</b> .....	<b>54114</b>	<b>ICG Mezzanine Fund 2003 Luxco No. 1 S.à r.l.</b> .....	<b>54125</b>
<b>Euro Progress S.A.</b> .....	<b>54116</b>	<b>ICG Minority Partners 2008 S.A.</b> .....	<b>54132</b>
<b>Euro Progress S.A.</b> .....	<b>54116</b>	<b>Imerys Re</b> .....	<b>54132</b>
<b>Evita S.A.</b> .....	<b>54125</b>	<b>Imgestworld S.A.</b> .....	<b>54132</b>
<b>Exeel Management S.A.</b> .....	<b>54125</b>	<b>Imgestworld S.A.</b> .....	<b>54141</b>
<b>Exeel Properties S.A.</b> .....	<b>54100</b>	<b>Immoinvest Benelux S.A.</b> .....	<b>54142</b>
<b>Fairfield Investment S.A.</b> .....	<b>54144</b>	<b>Imploziv S.A.</b> .....	<b>54109</b>
<b>Financière d'Etudes et de Constructions (FINECO) S.A.</b> .....	<b>54099</b>	<b>Line Dance Friendship Luxembourg</b> .....	<b>54142</b>
<b>First Investments S.A.</b> .....	<b>54099</b>	<b>Loizelle SA</b> .....	<b>54098</b>
<b>Four Properties S.A.</b> .....	<b>54100</b>	<b>Morava European Communications Holdings S.à r.l.</b> .....	<b>54109</b>
<b>Frai'Mer Lux Sàrl</b> .....	<b>54102</b>	<b>Moventum S.C.A.</b> .....	<b>54098</b>
<b>Frequency Infrastructure Luxembourg S.à r.l.</b> .....	<b>54125</b>	<b>Nelson Luxembourg Investments S.à r.l.</b> .....	<b>54100</b>
<b>Fuchs &amp; Insurances S.A.</b> .....	<b>54098</b>	<b>Nelson Luxembourg Properties Development S.à r.l.</b> .....	<b>54102</b>
<b>Generali Fund Management S.A.</b> .....	<b>54102</b>	<b>Neoptimis S.à r.l.</b> .....	<b>54116</b>
<b>GMG Invest Sàrl</b> .....	<b>54102</b>	<b>Niederlande Immo Beteiligungs I A.G.</b> ...	<b>54105</b>
<b>Golden Century S.A.</b> .....	<b>54104</b>	<b>Niederlande Immo Beteiligungs III A.G.</b> .....	<b>54107</b>
<b>Golden Century S.A.</b> .....	<b>54105</b>	<b>Novator Biogas II S.à r.l.</b> .....	<b>54115</b>
<b>Hanif Groupe S.A.</b> .....	<b>54109</b>	<b>OCM Luxembourg EPF III S.à r.l.</b> .....	<b>54132</b>
<b>Histra S.A.</b> .....	<b>54125</b>	<b>Oraxys Environment 1 S.C.A.</b> .....	<b>54144</b>
<b>Histra S.r.l.</b> .....	<b>54125</b>	<b>Verne Holding S.à r.l.</b> .....	<b>54115</b>
<b>Holmes Place International S.A.</b> .....	<b>54106</b>		
<b>Holmes Place International S.A.</b> .....	<b>54107</b>		
<b>Icare Promotions Luxembourg S.à r.l.</b> ....	<b>54114</b>		

**Moventum S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 75.930.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mars 2011.

Référence de publication: 2011035813/10.

(110039757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

**Fuchs & Insurances S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 47-49, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 152.450.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2011.

Jean Fuchs  
*Le Président*

Référence de publication: 2011052009/12.

(110058196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

**Loizelle SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.  
R.C.S. Luxembourg B 135.808.

L'an deux mille dix,  
le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Madame Valerie CZAPLA-STOEHR, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spéciale du Conseil d'Administration de «LOIZELLE S.A.» (ci-après la «Société»), une société anonyme, ayant son siège social au 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135 808, constituée suivant acte notarié en date du 21 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 500 du 27 février 2008 dont les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant un acte notarié en date du 28 août 2009, publié au Mémorial numéro 1897 du 30 septembre 2009;

en vertu d'une procuration lui conférée par résolutions adoptées par le Conseil d'Administration de la Société en date du 20 décembre 2010, un extrait desdites résolutions, après avoir été signée «ne varietur» par la personne comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Laquelle personne comparante, agissant en sa-dite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter les déclarations et constatations suivantes:

I.- Que le capital social souscrit de la Société s'élève actuellement à cinq millions cent mille Euros (5.100.000,- EUR) divisé en cinquante et un mille (51.000) actions, ayant chacune une valeur nominale de cent Euro (100,- EUR), toutes se trouvant entièrement libérées.

II.- Qu'en vertu de l'Article CINQ (5) des statuts de la Société, le capital autorisé de la Société a été fixé à quinze millions d'Euros (15.000.000,- EUR) qui sera représenté par cent cinquante mille (150.000) actions, ayant chacune une valeur nominale de cent Euros (100,- EUR) et qu'en vertu du même Article CINQ (5), le Conseil d'Administration de la Société a été autorisé à procéder à des augmentations de capital, lequel article des statuts étant alors à modifier de manière à refléter les augmentations de capital ainsi réalisées.

III.- Que le Conseil d'Administration de la Société, par sa décision du 20 décembre 2010, et en conformité avec les pouvoirs lui conférés en vertu de l'Article CINQ (5) des statuts de la Société, a réalisé une augmentation du capital social souscrit à concurrence de cinq millions d'Euros (5.000.000,- EUR) en vue de porter le capital social souscrit de son montant actuel de cinq millions cent mille Euros (5.100.000,- EUR) à dix millions cent mille euros (10.100.000,- EUR) par la création et l'émission de cinquante mille (50.000) nouvelles actions, d'une valeur nominale de cent Euros (100,- EUR) chacune, et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

IV.- Que toujours en vertu des pouvoirs lui conférés en vertu de l'Article CINQ (5) des statuts, le conseil d'administration a accepté la souscription de la totalité des cinquante mille (50.000) nouvelles actions par l'actionnaire unique «CATON Holdings Ltd», une société constituée sous les lois des Iles Vierges Britanniques, avec siège social à Woodbourne Hall, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, immatriculée sous le BVI Company Number 1480413 (le «Souscripteur»), moyennant libération intégral en numéraire pour un montant total de cinq millions d'Euros (5.000.000,- EUR).

V.- Que toutes les nouvelles actions ont été totalement souscrites par le Souscripteur susnommé et libérées intégralement par versement en numéraire à la Société, de sorte que la somme totale de cinq millions d'Euros (5.000.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation de la pièce justificative de souscription et de libération.

VI.- Que suite à la réalisation de cette augmentation du capital social souscrit, les premier et troisième alinéas de l'Article CINQ (5) des statuts sont à modifier en conséquence et auront désormais la teneur suivante:

**Art. 5. (alinéa 1).** «Le capital souscrit est fixé à dix millions cent mille euros (10.100.000,- EUR) représenté par cent un mille (101'000) actions d'une valeur nominale de cent Euros (100,- EUR) chacune.»

**Art. 5. (alinéa 3).** «Le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon le cas, est autorisé à augmenter le capital social pour le porter de son montant actuel de dix millions cent mille euros (10.100.000,- EUR) à quinze millions d'euros (15.000.000,- EUR), par la création et l'émission de quarante-neuf mille (49.000) actions d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.»

#### *Frais*

Les frais incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois mille deux cents euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la personne comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuels, état et demeure, ladite personne comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. CZAPLA-STOEHR, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 janvier 2011. Relation: EAC/2011/105. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011035789/64.

(110039473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

---

#### **Financière d'Etudes et de Constructions (FINECO) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 70.504.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052011/10.

(110058000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

#### **First Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 6, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 105.256.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2011052012/11.

(110057963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**Four Properties S.A., Société Anonyme,  
(anc. Exeel Properties S.A.).**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 140.966.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052014/11.

(110057960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

**Nelson Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 110.293.

In the year two thousand and ten, on the twenty-eighth of December.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of Nelson Luxembourg Investments S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, R.C.S. Luxembourg number B 110923, incorporated by deed before Me Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, on the 3<sup>rd</sup> of August 2005, published in the Mémorial C number 1415 of the 19<sup>th</sup> of December 2005.

Where as the by-laws have been changed by deed of Me Joseph ELVINGER, notary prenamed, on the 29<sup>th</sup> of December 2005, published in the Mémorial C number 1221 of the 24<sup>th</sup> of June 2006.

The meeting is presided by Mrs Christina SCHMIT, private employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Françoise HÜBSCH, private employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr. Alain THILL, private employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I. - The shareholder present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxy, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II. - Closed, the attendance list let appear that the 1.200 (one thousand two hundred) shares of 25 EUR (twenty-five Euro), representing the whole capital of the corporation, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III. - The agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1.- Amendment of article 19 of the articles of association of the Company.

2.- Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the latter has taken unanimously the following resolution:

*Resolution*

The meeting decides to adopt a business year beginning on January 1<sup>st</sup> and ending on December 31<sup>st</sup> of each year.

The meeting decides to acknowledge, that as an exception the business year which has begun on July 1<sup>st</sup>, 2010, will end on December 31<sup>st</sup>, 2010.

Article 19 of the articles of association will have henceforth the following wording:

" **Art. 19.** The Company's accounting year starts on January 1<sup>st</sup>, and ends on December 31<sup>st</sup> of each year."

*Costs*

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at one thousand four hundred and seventy-five Euro.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

### Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that the request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

### Suit la version française de l'acte:

L'an deux mille dix, le vingt-huit décembre.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée Nelson Luxembourg Investments S.à r.l., ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, R.C.S. Luxembourg numéro B 110293, constituée suivant acte reçu par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, le 3 août 2005, publié au Mémorial C numéro 1415 du 19 décembre 2005.

Les statuts ont été modifiés par acte de Maître Joseph ELVINGER, notaire prénommé, en date du 29 décembre 2005, publié au Mémorial C numéro 1221 du 24 juin 2006.

L'assemblée est présidée par Madame Christina SCHMIT, employée privée, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire Madame Françoise HÜBSCH, employée privée, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alain THILL, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I. - L'associé présent ou représenté et le nombre de parts sociales qu'il détient est renseigné sur une liste de présence. Cette liste et la procuration, une fois signée par les comparants et le notaire instrumentant, restera ci-annexée pour être enregistrée avec l'acte.

II. - Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 1.200 (mille deux cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros), représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III. - L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### Ordre du jour:

1.- Modification de l'article 19 des statuts de la société.

2.- Divers.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

#### Résolution

L'assemblée décide d'adopter une année sociale commençant le 1<sup>er</sup> janvier et finissant le 31 décembre de chaque année.

L'assemblée décide d'accepter qu'exceptionnellement l'année sociale ayant pris cours le 1<sup>er</sup> juillet 2010 finira le 31 décembre 2010.

L'article 19 des statuts aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 19.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille quatre cent soixante-quinze euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Christina SCHMIT, Françoise HÜBSCH, Alain THILL, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 6 janvier 2011. Relation GRE/2011/154. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 2 mars 2011.

Référence de publication: 2011035817/103.

(110039336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

---

**Frai'Mer Lux Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 88.992.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052015/10.

(110057965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**Generali Fund Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 134.555.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052018/10.

(110057746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**GMG Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 134.409.

Le bilan au 31 décembre 2010, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052019/11.

(110057959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**Nelson Luxembourg Properties Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 110.182.

In the year two thousand and ten, on the twenty-eighth of December.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of Nelson Luxembourg Properties Development S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, R.C.S. Luxembourg number B 110182, incorporated by deed before Me Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, on the 4<sup>th</sup> of August 2005, published in the Mémorial C number 1415 of the 19<sup>th</sup> of December 2005.

Where as the by-laws have been changed by deed of Me Joseph ELVINGER, notary prenamed, on the 29<sup>th</sup> of December 2005, published in the Mémorial C number 1263 of the 30<sup>th</sup> of June 2006.

The meeting is presided by Mrs Christina SCHMIT, private employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Françoise HÜBSCH, private employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr. Alain THILL, private employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I. - The shareholder present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxy, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II. - Closed, the attendance list let appear that the 920 (nine hundred twenty) shares of 50 CHF (fifty swiss francs), representing the whole capital of the corporation, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III. - The agenda of the meeting is the following:

#### *Agenda*

1.- Amendment of article 19 of the articles of association of the Company.

2.- Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the latter has taken unanimously the following resolution:

#### *Resolution*

The meeting decides to adopt a business year beginning on January 1<sup>st</sup> and ending on December 31<sup>st</sup> of each year.

The meeting decides to acknowledge, that as an exception the business year which has begun on July 1<sup>st</sup>, 2010, will end on December 31<sup>st</sup>, 2010.

Article 19 of the articles of association will have henceforth the following wording:

" **Art. 19.** The Company's accounting year starts on January 1<sup>st</sup>, and ends on December 31<sup>st</sup> of each year."

#### *Costs*

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at one thousand four hundred and seventy-five Euro.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

#### *Declaration:*

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that the request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la version française de l'acte:**

L'an deux mille dix, le vingt-huit décembre.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée Nelson Luxembourg Properties Development S.à r.l., ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, R.C.S. Luxembourg numéro B 110182, constituée suivant acte reçu par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, le 4 août 2005, publié au Mémorial C numéro 1415 du 19 décembre 2005.

Les statuts ont été modifiés par acte de Me Joseph ELVINGER, notaire prénommé, en date du 29 décembre 2005, publié au Mémorial C numéro 1263 du 30 juin 2006.

L'assemblée est présidée par Madame Christina SCHMIT, employée privée, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire Madame Françoise HÜBSCH, employée privée, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alain THILL, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I. - L'associé présent ou représenté et le nombre de parts sociales qu'il détient est renseigné sur une liste de présence. Cette liste et la procuration, une fois signée par les comparants et le notaire instrumentant, restera ci-annexée pour être enregistrée avec l'acte.

II. - Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 920 (neuf cent vingt) parts sociales d'une valeur nominale de CHF 50 (cinquante francs suisses cinq), représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III. - L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1.- Modification de l'article 19 des statuts de la Société.

2.- Divers.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

*Résolution*

L'assemblée décide d'adopter une année sociale commençant le 1<sup>er</sup> janvier et finissant le 31 décembre de chaque année.

L'assemblée décide d'accepter qu'exceptionnellement l'année social ayant pris cours le 1<sup>er</sup> juillet 2010 finira le 31 décembre 2010.

L'article 19 des statuts aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 19.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille quatre cent soixante-quinze euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Christina SCHMIT, Françoise HÜBSCH, Alain THILL, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 6 janvier 2011. Relation GRE/2011/155. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société.

Junglinster, le 2 mars 2011.

Référence de publication: 2011035818/104.

(110039337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

**Golden Century S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 114.018.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052020/10.

(110057860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.



**Golden Century S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 114.018.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052021/10.

(110058086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

**Niederlande Immo Beteiligungs I A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 98.069.

Im Jahre zweitausendzehn, am siebenundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz zu Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg),

fand die ausserordentliche Generalversammlung der Gesellschaft „NIEDERLANDE IMMO BETEILIGUNGS I A.G.“ (die „Gesellschaft“), eine Aktiengesellschaft, mit Sitz in 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg (R.C.S. Luxemburg, B Nr. 98.069), gegründet gemäß notarieller Urkunde am 19. Dezember 2003, welche Urkunde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“) unter der Nummer 135 am 3. Februar 2004, veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar am 11. Februar 2010, veröffentlicht im Memorial C Nummer 879 am 28. April 2010.

Die Versammlung wurde eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Alain MAASSEN, Angestellter, beruflich ansässig in Luxemburg.

Die Vorsitzende ernennt zum Schriftführer Frau Solange WOLTER-SCHIERES, Angestellte, beruflich ansässig in Luxemburg.

Die Gesellschafterversammlung wählt zum Stimmenzähler Frau Cornelia METTLEN, Angestellte, beruflich ansässig in Luxemburg.

Der Vorsitzende bittet den Notar folgendes festzuhalten:

Gegenwärtigem Protokoll ist ein Verzeichnis der Aktien sowie der anwesenden und vertretenen Aktionäre beigegeben. Diese Liste sowie die dazugehörenden Vollmachten werden, nachdem sie unterschrieben wurden, mit der gegenwärtigen Urkunde einregistriert.

a) Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass alle sechsundvierzigtausenddreihundertfünfundfünfzig (46.355) Aktien, die das gesamte Aktienkapital in Höhe von SIEBENUNDFÜNFZIGTAUSENDNEUNHUNDERTDREIUNDVIERZIG EURO UND FÜNFUNDSIEBZIG CENT (EUR 57.943,75) darstellen, bei dieser außerordentlichen Generalversammlung vertreten sind, so dass gegenwärtige Versammlung rechtmäßig zusammengetreten ist.

b) Die Tagesordnung der Versammlung ist folgende:

*Tagesordnung:*

1) Abschaffung des Nominalwertes der sechsundvierzig tausend dreihundertfünfundfünfzig (46.355) bestehenden Aktien.

2) Aufstockung des Gesellschaftskapitals in Höhe von acht Millionen einhundertsevenundfünfzigtausendachthundertdreiundvierzig Euro und fünfundzwanzig Cent (EUR 8.157.843,25) um es von seinem jetzigen Betrag von siebenundfünfzigtausendneunhundertdreiundvierzig Euro und fünfundsiebzig Cent (EUR 57.943,75) auf acht Millionen zweihundertfünfhundertsechszehntausendneunhundertachtundachtzig Euro (EUR 8.215.787,-) zu bringen ohne Ausgabe von neuen Aktien und Schaffung eines Ausgabe-Agjos von zwei Millionen sechshundertvierundachtzigtausendzweihundertdreizehn Euro (EUR 2.684.213,-) mittels Bargeldeinzahlung der bestehenden Aktionäre im Verhältnis ihrer Beteiligung am Gesellschaftskapital.

3) Umtausch der Aktien ohne Nennwert in acht Millionen zweihundertfünfhundertsechszehntausendneunhundertachtundachtzig (8.215.787) Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-).

4) Abänderung von Artikel vier (4) der Gesellschaftssatzung.

Nach Beratung fasst die Versammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

*Erster Beschluss*

Die Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt den Nennwert der sechsundvierzigtausend dreihundertfünfundfünfzig (46.355) bestehenden Aktien abzuschaffen.

### Zweiter Beschluss

Die Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt das Gesellschaftskapital in Höhe von acht Millionen einhundertsiebenundfünfzigtausendachthundertdreiundvierzig Euro und fünfundzwanzig Cent (EUR 8.157.843,25) aufzustocken, um es von seinem jetzigen Betrag von siebenundfünfzigtausendneuhundertdreiundvierzig Euro und fünfundsiebzig Cent (EUR 57.943,75) auf acht Millionen zweihundertfünfzehntausendsiebenhundertsiebenundachtzig Euro (EUR 8.215.787,-) zu bringen ohne Ausgabe von neuen Aktien, mittels Bareinzahlung durch die Aktionäre im Verhältnis ihrer Beteiligung am Gesellschaftskapital der Summe von acht Millionen einhundertsiebenundfünfzigtausendachthundertdreiundvierzig Euro und fünfundzwanzig Cent (EUR 8.157.843,25).

Die Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt einen Ausgabe-Agio in Höhe von zwei Millionen sechshundertvierundachtzigtausendzweihundertdreizehn Euro (EUR 2.684.213,-) zu schaffen mittels Bareinzahlung durch die Aktionäre im Verhältnis ihrer Beteiligung am Gesellschaftskapital der Summe von zwei Millionen sechshundertvierundachtzigtausendzweihundertdreizehn Euro (EUR 2.684.213,-).

Der gesamte Betrag von zehn Millionen achthundertzweiundvierzigtausendsechshundfünfzig Euro und fünfundzwanzig Cent (EUR 10.842.056,25) steht demgemäß zur Verfügung der Gesellschaft, was dem Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wurde.

### Dritter Beschluss

Die Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt den Nominalwert der Aktien wieder herzustellen und denselben auf EINEN EURO (EUR 1,-) festzulegen und beschließt des weiteren den Verwaltungsrat zu ermächtigen, die bestehenden Aktien ohne Nennwert gegen acht Millionen zweihundertfünfzehntausendsiebenhundertsiebenundachtzig (8.215.787) Aktien mit jeweils einem Nominalwert von EINEM EURO (EUR 1,-) umzutauschen. Die Generalversammlung bevollmächtigt Herrn Romain THILLEN, Verwaltungsratsmitglied der Kategorie B, alle nötigen Einschreibungen im Aktionärsregister der Gesellschaft vorzunehmen.

### Vierter Beschluss

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt, Artikel VIER (4) der Gesellschaftssatzung abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

#### **Art. 4. Geschäftskapital.**

„1. Das Kapital beläuft sich auf acht Millionen zweihundertfünfzehntausendsiebenhundertsiebenundachtzig Euro (EUR 8.215.787,-).

2. Das Kapital ist aufgeteilt in acht Millionen zweihundertfünfzehntausendsiebenhundertsiebenundachtzig (8.215.787) Aktien zu je ein Euro (EUR 1,-) pro Aktie, wobei jede einzelne Aktie auf den Hauptversammlungen über je eine Stimme verfügt.

3. Sämtliche Aktien sind Namensaktien. Aktienzertifikate werden nicht ausgegeben.“

### Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallen, werden auf zirka EUR 5.000,- geschätzt. Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. MAASSEN, S. WOLTER-SCHIERES, C. METTLEN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 janvier 2011. Relation: LAC/2011/710. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 8. März 2011.

Référence de publication: 2011035820/90.

(110039110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

### **Holmes Place International S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 8.963.100,00.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 71.647.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Holmes Place International S.A.*  
 S.Th. Kortekaas  
 Mandataire

Référence de publication: 2011052022/13.

(110058453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**Holmes Place International S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 8.963.100,00.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 71.647.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Holmes Place International S.A.*  
 S.Th. Kortekaas  
 Mandataire

Référence de publication: 2011052023/13.

(110058454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**Niederlande Immo Beteiligungs III A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 98.104.

Im Jahre zweitausendzehn, am siebenundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz zu Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), fand die ausserordentliche Generalversammlung der Gesellschaft „NIEDERLANDE IMMO BETEILIGUNGS III A.G.“ (die „Gesellschaft“), eine Aktiengesellschaft mit Sitz in 23 Val Fleuri, L-1526 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, B Nr. 98.104), gegründet gemäß notarieller Urkunde am 22. Dezember 2003, welche Urkunde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“) unter der Nummer 198 am 18. Februar 2004, veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar am 11. Februar 2010, veröffentlicht im Memorial C Nummer

Die Versammlung wurde eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Alain MAASSEN, Angestellter, beruflich ansässig in Luxemburg.

Die Vorsitzende ernennt zum Schriftführer Frau Solange WOLTER-SCHIERES, Angestellte, beruflich ansässig in Luxemburg.

Die Gesellschafterversammlung wählt zum Stimmenzähler Frau Cornelia METTLEN, Angestellte, beruflich ansässig in Luxemburg.

Der Vorsitzende bittet den Notar folgendes festzuhalten:

a) Gegenwärtigem Protokoll ist ein Verzeichnis der Aktien sowie der anwesenden und vertretenen Aktionäre beigegeben. Diese Liste sowie die dazugehörenden Vollmachten werden, nachdem sie unterschrieben wurden, mit der gegenwärtigen Urkunde einregistriert.

b) Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass alle neunundzwanzig tausend zweihundertneunundzwanzig (29.229) Aktien, die das gesamte Aktienkapital in Höhe von sechsunddreißigtausend fünfhundertsechunddreißig Euro und fünfundzwanzig Cent (EUR 36.536,25) darstellen, bei dieser außerordentlichen Generalversammlung vertreten sind, so dass gegenwärtige Versammlung rechtmäßig zusammengetreten ist.

c) Die Tagesordnung der Versammlung ist folgende:

*Tagesordnung:*

1) Abschaffung des Nominalwertes der neunundzwanzigtausendzweihundertneunundzwanzig (29.229) bestehenden Aktien.

2) Aufstockung des Gesellschaftskapitals in Höhe von acht Millionen einhundertneunundsiebzigttausendzweihundertfünfzig Euro und fünfundsiebzig Cent (EUR 8.179.250,75) um es von seinem jetzigen Betrag von sechsunddreißigtausendfünfhundertsechunddreißig Euro und fünfundzwanzig Cent (EUR 36.536,25) auf acht Millionen zweihundertfünfzehntausendsiebenhundertachtzig Euro (EUR 8.215.787,-) zu bringen ohne Ausgabe von neuen Aktien und Schaffung eines Ausgabe-Agios von zwei Millionen sechshundertachtzigtausenddreihundertneunundzwanzig Euro und siebenundneunzig Cent (EUR 2.680.329,97) mittels Bargeldeinzahlung des einzigen Aktionärs.

3) Umtausch der Aktien ohne Nennwert in acht Millionen zweihundertfünfzehntausendsiebenhundertsiebenundachtzig (8.215.787) Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-).

4) Abänderung von Artikel vier (4) der Gesellschaftssatzung.

5) Anpassung des Umwandlungs-Ratio der existierenden Wandelanleihen an die Änderung des Nominalwertes der Aktien.

Nach Beratung fasst die Versammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

*Erster Beschluss*

Die Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt den Nennwert der neunundzwanzig tausend zweihundertneunundzwanzig (29.229) bestehenden Aktien abzuschaffen.

*Zweiter Beschluss*

Die Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt das Gesellschaftskapital in Höhe von acht Millionen einhundertneunundsiebzigtausendzweihundertfünfzig Euro und fünfundsiebzig Cent (EUR 8.179.250,75) aufzutocken, um es von seinem jetzigen Betrag von sechshundertachtzigtausendfünfhundertsechunddreißig Euro und fünfundzwanzig Cent (EUR 36.536,25) auf acht Millionen zweihundertfünfzehntausendsiebenhundertsiebenundachtzig Euro (EUR 8.215.787,-) zu bringen ohne Ausgabe von neuen Aktien, mittels Bareinzahlung durch den alleinigen Aktionär der Summe von acht Millionen einhundertneunundsiebzigtausendzweihundertfünfzig Euro und fünfundsiebzig Cent (EUR 8.179.250,75) .

Die Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt einen Ausgabe-Agio in Höhe von zwei Millionen sechshundertachtzigtausenddreihundertneunundzwanzig Euro und siebenundneunzig Cent (EUR 2.680.329,97) zu schaffen mittels Bareinzahlung durch den alleinigen Aktionär der Summe von zwei Millionen sechshundertachtzigtausenddreihundertneunundzwanzig Euro und siebenundneunzig Cent (EUR 2.680.329,97).

Der gesamte Betrag von zehn Millionen achthundertneunundfünfzigtausendfünfhundertachtzig Euro und zweiundsiebzig Cent (EUR 10.859.580,72) steht demgemäß zur Verfügung der Gesellschaft, was dem Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wurde.

*Dritter Beschluss*

Die Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt den Nominalwert der Aktien wieder herzustellen und denselben auf EINEN EURO (EUR 1,-) festzulegen und beschließt des weiteren den Verwaltungsrat zu ermächtigen, die bestehenden Aktien ohne Nennwert gegen acht Millionen zweihundertfünfzehntausendsiebenhundertsiebenundachtzig (8.215.787) Aktien mit jeweils einem Nominalwert von EINEM EURO (EUR 1,-) umzutauschen. Die Generalversammlung bevollmächtigt Herrn Romain THILLENS, Verwaltungsratsmitglied der Kategorie B, alle nötigen Einschreibungen im Aktionärsregister der Gesellschaft vorzunehmen.

*Vierter Beschluss*

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt, Artikel VIER (4) der Gesellschaftssatzung abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

**Art. 4. Geschäftskapital.**

„1. Das Kapital beläuft sich auf acht Millionen zweihundertfünfzehn tausend siebenhundertsiebenundachtzig Euro (EUR 8.215.787,-).

2. Das Kapital ist aufgeteilt in acht Millionen zweihundertfünfzehn tausend siebenhundertsiebenundachtzig (8.215.787) Aktien zu je ein Euro (EUR 1,-) pro Aktie, wobei jede einzelne Aktie auf den Hauptversammlungen über je eine Stimme verfügt.

3. Sämtliche Aktien sind Namensaktien. Aktienzertifikate werden nicht ausgegeben.“

*Fünfter Beschluss*

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt das Umwandlungs-Ratio der existierenden Wandelanleihen der Änderung des Nominalwertes der Aktien wie folgt anzupassen:

- Wandelanleihen der Ausgabe vom 31. Dezember 2003:

Fünf (5) Aktien von einem Euro (EUR 1,-) für vier (4) Wandelanleihen von einem Euro fünfundzwanzig Cent (EUR 1,25)

- Wandelanleihen der Ausgabe vom 1. Dezember 2009:

Fünf (5) Aktien von einem Euro (EUR 1,-) und ein Agio von vier Euro achtundzwanzig Cent (EUR 4,28) für vier (4) Wandelanleihen von zwei Euro zweiunddreißig Cent (EUR 2,32).

*Kosten*

Die Kosten, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallen, werden auf zirka EUR 5.000,- geschätzt.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. MAASSEN, S. WOLTER-SCHIERES, C. METTLEN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 janvier 2011. Relation: LAC/2011/712. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 8. März 2011.

Référence de publication: 2011035822/101.

(110039132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

**Hanif Groupe S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 132.170.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052024/10.

(110058021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

**Imploziv S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 133.188.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052025/10.

(110058075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

**Morava European Communications Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 17.129,00.**

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 153.536.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-fifth of January.

Before Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of Morava European Communications Holdings S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and initially incorporated under the name of MEIF II Luxembourg Net Holdings S.à r.l., having its registered office at 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number B. 153.536 (the «Company») and having a corporate capital of EUR 12,500.-, which has been incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 26 May 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 9 July 2010, number 1410, page 67639.

The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended, and in particular, the Company's name has been changed from MEIF II Luxembourg Net Holdings S.à r.l. into Morava European Communications Holdings S.à r.l., pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, dated 14 January 2011 and in process of being published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The Articles have not been further amended.

The meeting is presided by Mr. Benoît Massart, professionally residing in Luxembourg, who appoints as secretary Ms. Jessy Jacquotte, professionally residing in Luxembourg. The meeting appoints also as scrutineer Mr. Benoît Massart, pre-named.

The Shareholders (as defined here after), as well as the number of shares held by them, have been set out on an attendance list signed by the proxy-holders of the Shareholders and the members of the meeting declare to refer to this attendance list, as drawn up by the members of the bureau of the meeting.

The aforesaid attendance list, after having been signed by the Shareholders and the acting notary, remain attached to the present deed to be registered.

The proxies given by the Shareholders shall also remain attached to the present deed to be registered, signed «ne varietur» by the proxy-holders of the Shareholders and the acting notary.

As a result of the aforementioned attendance list all the shares, each with a par value of One Euro (EUR 1.-) for an aggregate amount of Twelve Thousand Five Hundred Euro (EUR 12,500.-), are represented at the present meeting, which is consequently constituted and may validly deliberate and decide on the different items of the following agenda:

1. Approval by MEIF II Luxembourg Holdings S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number B. 117.627 and having a share capital of EUR 12,500.- (the "Existing Shareholder" or "MEIF 2") in virtue of a proxy given under private seal, of the entry into the share capital of the Company of the following entities as new shareholders (the "New Shareholders"):

- MEIF 3 Luxembourg C Holdings S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number B. 142.792 ("MEIF 3C") and having a share capital of EUR 12,500.-;

- The TRUST COMPANY (AUSTRALIA) LIMITED as custodian of MACQUARIE SPECIALISED ASSET MANAGEMENT LIMITED, a company incorporated under the laws of New South Wales of Level 11, No.1 Martin Place, Sydney, New South Wales 2000, Australia (ACN 087 382 965) ("MSAM") as trustee of Macquarie Mercer Infrastructure Trust 1 ("MMIT I") and Macquarie Mercer Infrastructure Trust 2 ("MMIT II").

2. Increase the share capital of the Company by an amount of Four Thousand Six Hundred Twenty-Nine Euro (EUR 4,629.-) in order to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to Seventeen Thousand One Hundred and Twenty-Nine Euro (EUR 17,129.-) by creation and issue of Four Thousand Six Hundred Twenty-Nine (4,629) new shares having a nominal value of One Euro (EUR 1.-) each (the "New Shares"), to be subscribed and fully paid up by contribution in cash;

3. Subscription of New Shares by the New Shareholders by contribution in cash as follows:

New Shareholders	Number of New Shares	Nominal value of New Shares (€)
MEIF 3C .....	2,315	2,315.00
MMIT1 .....	2,083	2,083.00
MMIT2 .....	231	231,00
Total: .....	4,629	4,629.00

4. Amendment of article 5 of the Articles so that it will read as follows:

"The Company's share capital is fixed at seventeen thousand one hundred and twenty-nine Euro (EUR 17,129.-) represented seventeen thousand one hundred and twenty-nine (17,129) shares (hereafter referred to as the "Shares") in registered form with a par value of one Euro (€ 1) each, all subscribed and fully paid-up. The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders"."

5. Allocation of the share premium to all the shares, including the New Shares, the existing shares and all shares to be subsequently issued (if any);

6. Miscellaneous.

This being declared, the appearing party, owner of the Twelve Thousand Five Hundred (12,500) shares representing the entire corporate capital of the Company, has immediately taken the following resolutions:

*First resolution*

The Existing Shareholder, hereby duly represented by Ms. Jessy Jacquotte, professionally residing in Luxembourg in virtue of a proxy given under private seal, RESOLVES to approve the entry into the share capital of the Company of MEIF 3C and MSAM as trustee of MMIT1 and MMIT2 as new shareholders of the Company.

The Existing Shareholder together with the New Shareholders are hereafter referred to as the "Shareholders".

*Second resolution*

The Existing Shareholder RESOLVES to increase the share capital of the Company by an amount of Four Thousand Six Hundred Twenty-Nine Euro (EUR 4,629.-) in order to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to Seventeen Thousand One Hundred and Twenty-Nine Euro (EUR 17,129.-) by creation and issue of the New Shares, to be subscribed and fully paid up by contribution in cash.

*Third resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to approve the subscription of the New Shares by the New Shareholders as listed in the table below and the payment for such New Shares by contribution in cash:

New Shareholders	Number of New Shares	Nominal value of New Shares (€)
MEIF 3C .....	2,315	2,315.00
MMIT1 .....	2,083	2,083.00
MMIT2 .....	231	231,00
Total: .....	4,629	4,629.00

Each of MEIF 3C, MMIT 1 and MMIT 2, hereby duly represented by Mr. Benoît Massart, professionally residing in Luxembourg in virtue of a proxy given under private seal, declares to have its New Shares fully paid up by way of contribution in cash in an aggregate amount of Four Thousand Six Hundred Twenty-Nine Euro (EUR 4,629.-), which is now at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by a bank certificate.

As a result of the following capital increase, the Shareholders respectively own a number of the Company's shares as mentioned in the table below:

Shareholders	Number of shares	Nominal value of New sha- res (€)	%
MEIF2 .....	12,500	12,500.00	72.97
MEIF 3C .....	2,315	2,315.00	13.51
MMIT1 .....	2,083	2,083.00	12.16
MMIT2 .....	231	231,00	1.35
Total: .....	17,129	17,129.00	100.00

FOLLOWING THE PREVIOUS RESOLUTIONS, THE NEW SHAREHOLDERS APPEAR HERE WITH THE EXISTING SHAREHOLDER IN ORDER TO DELIBERATE AND VOTE ON THE FOLLOWING REMAINING RESOLUTIONS:

*Fourth resolution*

The Shareholders unanimously RESOLVE to amend the first paragraph of article 5 of the Articles, which shall be henceforth read as follows:

"The Company's corporate capital is fixed at seventeen thousand one hundred and twenty-nine Euro (EUR 17,129.-) represented seventeen thousand one hundred and twenty-nine (17,129) shares (hereafter referred to as the "Shares") in registered form with a par value of one Euro (€1) each, all subscribed and fully paid-up. The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders"."

*Fifth resolution*

The Shareholders unanimously RESOLVE to allocate the share premium to all the shares, including the New Shares, the existing shares and all shares to be subsequently issued (if any).

*Declaration*

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

*Costs - Estimation*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand two hundred euro (€ 1,200.-).

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, it signed together with the notary the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le vingt-cinq janvier.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des associés de Morava European Communications Holdings S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, initialement constituée sous la dénomination MEIF II Luxembourg Net Holdings S.à r.l., ayant son siège social au 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 153.536 (la «Société»), et ayant un capital social de EUR 12.500, laquelle a été constituée en vertu d'un acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 26 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 9 juillet 2010, numéro 1410, page 67639.

Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés, et en particulier, la dénomination de la Société a été changée de MEIF II Luxembourg Net Holdings S.à r.l. en Morava European Communications Holdings S.à r.l., en vertu d'un acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 14 janvier 2011 et en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les Statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

L'assemblée est présidée par M. Benoît Massart, demeurant professionnellement à Luxembourg, lequel désigne Mlle Jessy Jacquotte, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme secrétaire. L'assemblée choisit également M. Benoît Massart, précité, comme scrutateur.

Les Associés (tel que définis ci-après), ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence signée "ne varietur" par les représentants des Associés et les membres de l'assemblée déclarent se référer à cette liste de présence telle qu'établie par les membres du bureau.

Ladite liste de présence, après avoir été signée par les Associés et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Les procurations données par les Associés resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec celui-ci après avoir été signées "ne varietur" par les représentants des Associés et le notaire instrumentant.

Tel qu'il apparaît de la liste ci-dessus mentionnée, toutes les parts sociales, ayant chacune une valeur nominale d'Un Euro (1 EUR), pour un montant total de Douze Mille Cinq Cents Euro (12.500 EUR), sont représentées à la présente assemblée, laquelle, en conséquence, est valablement constituée et peut délibérer et décider sur les différents points figurant à l'agenda:

1. Approbation par MEIF II Luxembourg Holdings S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 117.627 (l'«Associé Existant» ou «MEIF2») et ayant un capital social de 12.500 EUR, de l'entrée dans le capital social de la Société des entités suivantes comme nouveaux Associés (les «Nouveaux Associés»):

- MEIF 3 Luxembourg C Holdings S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 142.792 et ayant un capital social de 12.500 EUR («MEIF 3C»), et ayant un capital social de 12.500 EUR;

- THE TRUST COMPANY (AUSTRALIA) LIMITED en tant que custodian de MACQUARIE SPECIALISED ASSET MANAGEMENT LIMITED, société régie par le droit du "New South Wales" sis Level 11, No.1 Martin Place, Sydney, New South Wales 2000, Australie (ACN 087 382 965) comme dépositaire («trustee») («MSAM») de Macquarie Mercer Infrastructure Trust 1 ("MMIT I") et Macquarie Mercer Infrastructure Trust 2 ("MMIT II").

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de Quatre Mille Six Cent Vingt-Neuf Euros (4.629 EUR) pour le porter de son montant actuel de Douze Mille Cinq Cents Euros (12.500 EUR) à Dix-Sept Mille Cent Vingt-Neuf Euros (17.129 EUR) par la création et l'émission de Quatre Mille Six Cent Vingt-Neuf (4.629) nouvelles parts sociales ayant chacune une valeur nominale d'Un Euro (1 EUR) (les "Nouvelles Parts Sociales"), à souscrire et à libérer intégralement par apport en numéraire;

3. Souscription des Nouvelles Parts Sociales par les Nouveaux Associés au moyen d'apport en numéraire, tel qu'il suit:

Nouveaux Associés	Nombre de Nouvelles Parts Sociales	Valeur Nominale des Nouvelles Parts Sociales (€)
MEIF 3C .....	2.315	2.315
MMIT1 .....	2.083	2.083
MMIT2 .....	231	231
Total: .....	4.629	4.629



4. Modification de l'article 5 des Statuts lequel sera libellé comme suit:

«Le capital social est fixé à dix-sept mille cent vingt-neuf Euros (17.129 EUR), représenté par dix-sept mille cent vingt-neuf (17.129) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un Euro (1 €) chacune (ci-après les «Parts Sociales»), toutes souscrites et entièrement libérées. Les détenteurs de Parts Sociales sont définis ci-après comme les «Associés».»

5. Attribution de la prime d'émission à toutes les parts sociales, en ce compris les Nouvelles Parts Sociales, les parts sociales existantes et toutes les parts sociales devant être émises ultérieurement (le cas échéant);

6. Divers.

Ceci déclare, la partie comparante, détenteur de Douze Mille Cinq Cents (12.500) parts sociales représentant l'ensemble du capital social, a immédiatement pris les résolutions suivantes.

*Première résolution*

L'Associé Existant, ici représenté par Melle. Jessy Jacquotte, demeurant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé, DÉCIDE d'approuver l'entrée dans le capital social de la Société de MEIF 3C et MSAM en tant que trustee de MMIT1 et MMIT2 comme nouveaux associés de la Société.

L'Associé Existant ensemble avec les Nouveaux Associés sont ci-après repris comme les «Associés».

*Deuxième résolution*

L'Associé Existant DÉCIDE d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de Quatre Mille Six Cent Vingt-Neuf Euro (4.629 EUR) pour le porter de son montant actuel de Douze Mille Cinq Cents Euro (12.500 EUR) à Dix-Sept Mille Cent Vingt-Neuf Euro (17.129 EUR) par la création et l'émission des Nouvelles Parts Sociales, à souscrire et à libérer intégralement par apport en numéraire.

*Troisième résolution*

L'Associé Existant DÉCIDE d'approuver la souscription des Nouvelles Parts Sociales par les Nouveaux Associés tels que repris dans le tableau ci-dessous et la libération de ces Nouvelles Parts Sociales au moyen d'apport en numéraire, tel qu'il suit:

Nouveaux Associés	Nombre de Nouvelles Parts Sociales	Valeur Nominale des Nouvelles Parts Sociales (€)
MEIF 3C .....	2.315	2.315,00
MMIT1 .....	2.083	2.083,00
MMIT2 .....	231	231,00
Total: .....	4.629	4.629,00

MEIF 3C, MMIT 1 et MMIT 2, chacun, ici représenté par M. Benoît Massart, demeurant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé, déclare avoir libéré intégralement les Nouvelles Parts Sociales au moyen d'un apport en numéraire d'un montant de Quatre Mille Six Cent Vingt-Neuf Euro (4.629 EUR) qui se trouve désormais à la disposition de la Société. Preuve de ce qui précède a été donnée au notaire instrumentant au moyen d'un certificat bancaire.

En conséquence de l'augmentation de capital qui précède, les Associés détiennent respectivement le nombre de parts sociales de la Société tel que mentionné dans le tableau ci-dessous:

Associés	Nombre de parts sociales	Valeur Nominale des parts sociales (€)	%
MEIF2 .....	12.500	12.500	72,97
MEIF 3C .....	2.315	2.315	13,51
MMIT1 .....	2.083	2.083	12,16
MMIT2 .....	231	231	1,35
Total: .....	17.129	17.129	100,00

SUITE AUX RESOLUTIONS QUI PRECEDENT, LES NOUVEAUX ASSOCIES COMPARAISSENT ICI AVEC L'ASSOCIE EXISTANT DE MANIERE A DELIBERER ET VOTER SUR LES POINTS RESTANT A L'ORDRE DU JOUR:

#### Quatrième résolution

Les Associés décident de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des Statuts, lequel sera dorénavant libellé comme suit:

«Le capital social est fixé à dix-sept mille cent vingt-neuf Euro (17.129 EUR), représenté par dix-sept mille cent vingt-neuf (17.129) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un Euro (1 €) chacune (ci-après les «Parts Sociales»), toutes souscrites et entièrement libérées. Les détenteurs de Parts Sociales sont définis ci-après comme les «Associés».»

#### Cinquième résolution

Les Associés décident à l'unanimité d'attribuer la prime d'émission à toutes les parts sociales, en ce compris les Nouvelles Parts Sociales, les parts sociales existantes et toutes les parts sociales devant être émises ultérieurement (le cas échéant).

#### Déclaration

Le notaire soussigné, qui parle et comprend la langue anglaise, constate que la comparante a requis de rédiger le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, de faire prévaloir le texte anglais.

#### Frais - Estimation

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont estimés à environ mille deux cents euros (€ 1.200,-).

DONT ACTE, passé à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg), à la date indiquée en entête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Massart, Jacquotte, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 janvier 2011. Relation: EAC/2011/1248. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santioni. A.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011035797/271.

(110039128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

---

#### **Icare Promotions Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 125.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052026/10.

(110058110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

#### **ECSA S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.

R.C.S. Luxembourg B 32.194.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 avril 2011.

Pour la société

Raymonde Gokke

Le domiciliataire

Référence de publication: 2011051999/13.

(110057903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**Verne Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Novator Biogas II S.à r.l.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 136.573.

In the year two thousand and eleven, on the third of March.

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

Novator Alternative Energies Ltd., a company incorporated in British Virgin Islands, having its registered office at Morgan & Morgan Building, Pasea Estate, Road Town, Tortola, British Virgin Islands,

here represented by Mrs. Anna-Kreetta Rantamaa, lawyer, residing in Luxembourg-city,

by virtue of the proxy given in Panama, on March 2, 2011, which, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

I. The appearing party is the sole partner of Novator Biogas II S.à r.l., a private limited company, having its registered office at 25 C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Martine Decker, notary residing in Luxembourg, on 11 February 2008, published in the Memorial, Recueil des Sociétés et Associations number 718 of 22<sup>nd</sup> March 2008.

II. The agenda of the meeting is as follows:

1. Amendment of the article 4 of the Articles of Incorporation.
2. Micellaneous.

III. The sole shareholder has taken the following resolution:

*Resolution*

The sole shareholder resolves to amend the Article 4 of the Articles of Incorporation to give it the following wording:

“ **Art. 4. Name.** The Company will have the name “Verne Holding S.à r.l.”

*Estimated costs*

The aggregate amount of costs, remunerations or expenses which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately nine hundred euro (EUR 900,-).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing parties it is stated that, in case of any discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the representative of the appearing party, the said person signed together with the notary, the present original deed.

**Suit la traduction française:**

L’an deux mille onze, le trois mars.

Pardevant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

**A COMPARU:**

Novator Alternative Energies Ltd., constituée aux Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Morgan & Morgan Building, Pasea Estate, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques,

ici représentée par Madame Anna-Kreetta Rantamaa, juriste, demeurant à Luxembourg-Ville,

en vertu d’une procuration donnée à Panama, le 2 mars 2011, qui, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec les présentes.

Laquelle comparante, par son mandataire, a prié le notaire instrumentaire d’acter ce qui suit:

I. La comparante est l’unique associée de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de "NOVATOR BIOGAS II S.à r.l.", R.C. B Numéro 136573, ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25 C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Martine Decker, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 février 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 718 du 22 mars 2008.

II. L’ordre du jour est conçu comme suit:

1. Modification de l’article 4 des statuts.
2. Divers.

L'associée unique a abordé l'ordre du jour et a pris ensuite la résolution suivante:

*Résolution*

L'article 4 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

**Art. 4. Dénomination.** La Société a comme dénomination «Verne Holding S.à r.l.»

*Frais*

Le montant total des frais, des rémunérations et charges qui seront facturés à la Société en raison du présent acte, sont estimés à environ neuf cents euros (EUR 900,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée au début du présent document.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, constate que sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une version française. À la demande des mêmes parties comparantes, il est indiqué que, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Le document ayant été lu au représentant de la comparante, elle a signé avec le notaire, le présent acte original.

Signé: A-K. Rantamaa et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 mars 2011. LAC/2011/10679. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

*Le Receveur (signé): Francis Sandt.*

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2011.

Référence de publication: 2011035825/73.

(110039779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

---

**Euro Progress S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 114.983.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Signature.*

Référence de publication: 2011052004/10.

(110057893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**Euro Progress S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 114.983.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Signature.*

Référence de publication: 2011052005/10.

(110058071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**Neoptimis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 159.338.

—  
STATUTES

In the year two thousand eleven, on the first of March;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED

SGG S.A., a company incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg and registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 65906,

hereby represented by Mrs. Isabelle BUDINGER, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Luxembourg on February 22, 2011.

The said power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated.

### Chapter I. - Name - Duration - Object - Registered office

**Art. 1. Name and Duration.** There exists a *société à responsabilité limitée* (private limited liability company) by the name of NEOPTIMIS S.à r.l. (the Company) which will be governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and particularly by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law) as well as by the present articles of association (the Articles).

The Company is formed for an unlimited duration.

**Art. 2. Corporate object.** The corporate object of the Company is:

(i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings) and receivables, claims or loans or other credit facilities and agreements or contracts relating thereto, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above).

The Company may borrow in any form. It may enter into a type of loan agreement and it may issue notes, bonds, debentures, certificates, shares, beneficiary parts, warrants and any kind of debt or equity securities including under one or more issue programmes. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company.

The Company may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may buy, rent, develop and sell real estate located in Luxembourg and abroad.

The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate objects shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects.

**Art. 3. Registered office.** The Company has its registered office in Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholder(s).

The Company may have offices and branches (whether or not permanent establishments), both in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

### Chapter II. - Corporate capital

**Art. 4. Share capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) represented by 500 (five hundred) shares having a nominal value of EUR 25.- (twenty-five Euro) per share.

**Art. 5. Profit sharing.** Each share entitles the owner thereof to the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 6. Transfer of shares.** In case of plurality of shareholders, the transfer of shares *inter vivos* to third parties must be authorized by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorization is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares *mortis causa* to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the survivors.

**Art. 7. Redemption of shares.** The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of the shareholder(s). The quorum and majority requirements applicable for amendments to the Articles shall apply.

### Chapter III. - Management

**Art. 8. Management - Board of Managers.** The Company is managed by one or more manager(s), appointed by the general meeting of the shareholder(s) which shall decide on the remuneration and the terms and conditions of appointment of each manager. In case of plurality of managers, they shall constitute a board of managers (the Board of Managers). The manager(s) need not be shareholder. The general meeting of the shareholder(s) may at any time and without cause (ad nutum) revoke and replace any manager(s).

Any reference to the Board of Managers in the Articles shall be a reference to the sole manager of the Company as long as the Company only has one manager.

The members of the Board might be split in two categories, respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the Chairman).

The Chairman, if any is appointed, will preside at all general meetings of the shareholder(s) and of the Board of Managers. In case of absence of the Chairman, the general meeting of the shareholder(s) or, as the case may be, the Board of Managers will appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at the relevant meeting.

Meetings of the Board of Managers are convened by the Chairman or by any other two members of the Board of Managers.

The managers will be convened separately to each meeting of the Board of Managers. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all those entitled to attend, at least a two days' written notice of Board of Managers' meetings shall be given.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice. Meetings are held, as a rule, in the city of Luxembourg.

The notice may be waived by the consent in writing or by telefax or telegram or telex or e-mail transmission of each manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telefax or telegram or telex or e-mail transmission another manager as his proxy.

A manager may represent more than one of his colleagues at a meeting of the Board of Managers.

A manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. Any participation to a conference call initiated and chaired by a Luxembourg resident manager is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg.

The Board of Managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented.

Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a duly convened and held meeting. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax, telex or e-mail. A meeting held by way of circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

In dealing with third parties, the Board of Managers shall have the powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the Company's objects and further provided the terms of this article 8 shall be complied with. In case the Managers are split in two categories, the Company shall obligatorily be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of the shareholders fall within the scope of the competence of the Board of Managers. In case the Company only has one manager the Company shall be bound by the sole signature of the sole manager, and in case of plurality of managers, the Company shall be bound by the joint signatures of any two members of the Board of Managers. The general meeting of the shareholders may appoint from among the members of the Board of Managers one or several general managers who may be granted the powers to bind the Company by their respective sole signature, provided they act within the powers vested in the Board of Managers.

The Board of Managers may delegate part of its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents (either members of the Board of Managers or not) and may revoke such appointments at any time.

The Board of Managers will determine the agent(s)' responsibilities and his/their remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

The decisions of the Board of Managers will be recorded in minutes to be inserted in a special register and signed by the Chairman (or the chairman pro tempore as the case may be), by the Secretary or by any two members of the Board of Managers. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman (or the chairman pro tempore as the case may be), by the Secretary or by any two members of the Board of Managers.

The effective place of management shall be Luxembourg. All management activities shall, as a rule, be carried out in or from Luxembourg.

**Art. 9. Liability of the managers.** The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, so long as such commitment is in compliance with the Articles as well as the applicable provisions of the Law.

#### Chapter IV. - Secretary

**Art. 10. Appointment of a secretary.** The Board of Managers may appoint a secretary, either a manager or not, who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the Secretary).

The Secretary, if any is appointed, shall have the responsibility to act as clerk of the meetings of the Board of Managers and, to the extent practical, of the general meetings of the shareholder(s), and to keep the records and the minutes of the Board of Managers and of the general meetings of the shareholder(s) and their transactions in a book to be kept for that purpose, and he shall perform like duties for all committees of the Board of Managers, if any, when required. He shall have the possibility to delegate his powers to one or several persons provided he shall remain responsible for the tasks so delegated.

The Secretary shall have the power and authority, which shall be provided only by the Board of Managers, to issue certificates and extracts on behalf of the Company to be produced in court or, more generally, vis-à-vis any third parties and to be used as official documents.

#### Chapter V. - General Meetings of Shareholder(s)

**Art. 11. Annual and Extraordinary general meetings of the shareholder(s).** An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

**Art. 12. Shareholder(s)' voting rights.** Each shareholder may participate in general meeting of the shareholder(s) irrespective of the number of shares which he owns.

Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Each shareholder may appoint by proxy a representative who need not be a shareholder to represent him at any general meeting of the shareholder(s).

**Art. 13. Quorum - Majority.** Resolutions of the general meeting of the shareholder(s) are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the Company's share capital.

However, resolutions to amend the Articles, to dissolve or liquidate and to merge the Company may only be carried out by a majority in number of shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

As long as the Company has no more than 25 shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or telegram or telex or e-mail transmission).

#### Chapter VI. - Financial Year - Financial Statements - Profit Sharing

**Art. 14. Financial year.** The Company's financial year begins on January first and ends on December thirty-first of the same year.

**Art. 15. Financial statements.** Each year the books are closed and the Board of Managers prepares the financial statements of the Company (including a balance sheet, a profit and loss accounts and the notes to the annual accounts) in accordance with the relevant Luxembourg legal provisions.

**Art. 16. Inspection of documents.** Each shareholder may inspect the above financial statements at the Company's registered office.

**Art. 17. Appropriation of profits - Reserves.** An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance may be distributed to the shareholder(s) commensurate to their shareholding in the Company.

The general meeting of the shareholder(s) shall have power to make payable one or more interim dividends.

## Chapter VII. - Dissolution - Liquidation

**Art. 18. Dissolution.** The insolvency or bankruptcy or any other similar procedure of the shareholder(s) will not cause the dissolution of the Company. The shareholder(s) must agree, in accordance with paragraph 2 of article 13 of the Articles, to the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

**Art. 19. Liquidation.** At the time of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidator(s), whether shareholder(s) or not, appointed by the general meeting of the shareholder(s) who will determine its/their powers and remuneration.

## Chapter VIII. - Audit

**Art. 20. Statutory Auditor - External Auditor.** In accordance with article 200 of the Law, the Company must appoint a statutory auditor (commissaire aux comptes) only when it has more than 25 shareholders. An external auditor (réviseur d'entreprises) needs to be appointed whenever the exemption provided by articles 256 and 215 of the Law does not apply.

## Chapter IX. - Governing Law

**Art. 21. Reference to legal provisions.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

### *Subscription and Payment*

The articles of association of the Company having thus been established, SGG S.A., prenamed, hereby declares that it subscribes to all the 500 (five hundred) shares having a nominal value of EUR 25.- (twenty-five Euro) each, representing the total share capital of the Company of an amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro).

All these 500 (five hundred) shares have been fully paid up by SGG S.A. by means of a payments in cash, so that the subscription amount of EUR 12,500.- (twelve thousand and five hundred Euro) is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary, and the undersigned notary expressly acknowledges such payment.

### *Transitory provisions*

By way of derogation of article 14 of the Articles, the Company's first financial year is to run from the date hereof to 31 December 2011.

### *Estimate of costs*

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed is estimated to be approximately EUR 900.- (nine hundred Euro).

### *Extraordinary general meeting*

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company has adopted the following resolutions:

1. The sole shareholder of the Company resolves to set the number of manager of the Company at one (1).
2. The sole shareholder of the Company resolves to appoint the following person as manager of the Company for an unlimited period of time:
  - Mr Michel LOMZIK, employee, born on December 31, 1976 in Verviers (Belgium) with professional address in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.
3. The sole shareholder of the Company resolves to set the registered office of the Company at 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the years and day first above written.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the proxy holder of the appearing party signed together with the notary, the present original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le premier mars;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg);

A COMPARU:

SGG S.A., une société constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65906,



ici représentée par Madame Isabelle BUDINGER, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 22 février 2011.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise en même temps que celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, ès-qualités en vertu de laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer comme suit.

### Chapitre I<sup>er</sup> . - Nom - Durée - Objet - Siège social

**Art. 1<sup>er</sup> . Nom et Durée.** Il existe une société à responsabilité limitée sous le nom de NEOPTIMIS S.à r.l. (ci-après la Société) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et plus particulièrement par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) ainsi que par les présents statuts (ci-après les Statuts).

La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 2. Objet social.** La Société a pour objet social:

(i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères (ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces (notamment d'obligations ou de parts émises par des fonds commun de placement luxembourgeois ou par des fonds étrangers, ou tout autre organisme similaire), de prêts ou toute autre facilité de crédit, ainsi que des contrats portant sur les titres précités ou y relatifs et (iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé notamment d'actifs tels que ceux définis dans les paragraphes (i) et (ii) ci-dessus).

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut être partie à un type de contrat de prêt et elle peut procéder à l'émission de titres de créance, d'obligations, de certificats, d'actions, de parts bénéficiaires, de warrants et d'actions, y compris sous un ou plusieurs programmes d'émissions. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, à des sociétés affiliées et à toute autre société.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut passer, exécuter, délivrer ou accomplir toutes les opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêt de titres ainsi que toutes autres opérations similaires. La Société peut, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut acquérir, louer, exploiter et céder des immeubles situés au Luxembourg et à l'étranger.

Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large.

**Art. 3. Siège social.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution d'une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique/des associés.

La Société peut avoir des bureaux et succursales (que ce soient des établissements permanents ou non) à la fois au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

### Chapitre II. - Capital social

**Art. 4. Capital.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros), représenté par 500 (cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune.

**Art. 5. Participation aux bénéfices.** Chaque part sociale donne droit à son propriétaire à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société en proportion directe du nombre de parts sociales existantes.

**Art. 6. Transfert de parts sociales.** En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

**Art. 7. Rachat de parts sociales.** La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables en suffisance.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des Statuts sont d'application.

### Chapitre III. - Gérance

**Art. 8. Gérance - Conseil de Gérance.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérant(s), nommés par l'assemblée générale de l'associé unique/des associés qui décide de leur rémunération et des modalités de nomination de chaque gérant. En cas de pluralité de gérants, ils constituent un conseil de gérance (le Conseil de Gérance). Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associé. L'assemblée générale de l'associé unique/des associés peut à tout moment et sans justifier d'une raison (ad nutum) révoquer et remplacer n'importe quel gérant.

Toute référence au Conseil de Gérance dans les Statuts doit être entendue d'une référence au gérant unique de la Société aussi longtemps que la Société n'a qu'un seul gérant.

Les membres peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres (le Président).

Le Président, si un est nommé, présidera toutes les assemblées générales de l'associé unique/des associés et toutes les réunions du Conseil de Gérance. En cas d'absence du Président, l'assemblée générale de l'associé unique/des associés, ou le cas échéant le Conseil de Gérance, choisira une autre personne en tant que président pro tempore par vote de la majorité des membres présents ou représentés à l'assemblée en question.

Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le Président ou par deux autres membres du Conseil de Gérance.

Les gérants sont convoqués séparément à chaque réunion du Conseil de Gérance. Excepté les cas d'urgence qui seront spécifiés dans la convocation ou sur accord préalable de tous les membres, la convocation écrite devra respecter un délai d'au moins deux jours avant la réunion du Conseil de Gérance.

La réunion sera valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou valablement représentés.

Les réunions se tiennent au lieu, jour et heure indiqués dans la convocation. Les réunions sont en principe, tenues dans la ville de Luxembourg.

Il peut être renoncé à la convocation de l'accord de chaque gérant donné par écrit, télécopie, télégramme, télex ou email. Aucune convocation spéciale n'est requise pour des réunions tenues en des lieux et temps indiqués dans un document préalablement approuvé par une résolution du Conseil de Gérance.

Chaque gérant peut agir à toute réunion du Conseil de Gérance en désignant par écrit, télécopie, télégramme, télex ou email un autre gérant comme son mandataire.

Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues à une réunion du Conseil de Gérance.

Un gérant peut participer à toute réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre mutuellement. Toute participation à une réunion tenue par conférence téléphonique initiée et présidée par un gérant demeurant au Luxembourg est équivalente à une participation en personne à une telle réunion, et la réunion tenue de telle manière est réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Le Conseil de Gérance ne peut valablement délibérer et prendre des décisions que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Les résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique qui peuvent être produites par lettres, télécopie ou télex. Une réunion tenue par voie de résolution circulaire sera réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Vis-à-vis des tiers, le Conseil de Gérance aura les pouvoirs d'agir au nom de la Société en toutes circonstances et d'exécuter et d'approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social de la Société, sous réserve du respect des dispositions du présent article 8. Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les Statuts à l'assemblée générale de l'associé unique/des associés sont de la compétence du Conseil de Gérance. Si la Société n'a qu'un seul gérant, la Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée par la signature conjointe de tout deux membres du Conseil de Gérance. L'assemblée générale de l'associé unique/des associés peut élire parmi

les membres du Conseil de Gérance un ou plusieurs gérants délégués qui auront le pouvoir d'engager la Société par leur seule signature, pourvu qu'ils agissent dans le cadre des compétences du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance peut déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches particulières à un ou plusieurs mandataires ad hoc (membre du Conseil de Gérance ou non) et peut révoquer de telles nominations à tout moment.

Le Conseil de Gérance déterminera la responsabilité du/des mandataires(s) et sa/leur rémunération (s'il en a une), la durée du mandat ainsi que toute autre modalité appropriée du mandat.

Les décisions du Conseil de Gérance sont relatées dans des procès-verbaux insérés dans un registre spécial et signés par le Président (ou selon le cas par le président pro tempore), par le Secrétaire ou par deux membres du Conseil de Gérance. Toutes procurations y resteront annexées.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président (ou selon le cas par le président pro tempore), par le Secrétaire ou par deux membres du Conseil de Gérance.

La Société sera gérée exclusivement et effectivement à partir de Luxembourg. Tous les actes de gestion seront posés à ou à partir de Luxembourg.

**Art. 9. Responsabilité des gérants.** Le ou les gérants ne contractent en raison de sa/leur position, aucune responsabilité personnelle pour un engagement valablement pris par lui/eux au nom de la Société, aussi longtemps que cet engagement est conforme aux Statuts et aux dispositions applicables de la Loi.

#### Chapitre IV. - Secrétaire

**Art. 10. Nomination d'un secrétaire.** Le Conseil de Gérance peut nommer un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de garder les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance (le Secrétaire).

Le Secrétaire, si un est nommé, aura la responsabilité d'agir en tant que clerc des réunions du Conseil de Gérance et, dans la mesure du possible, des assemblées générales de l'associé unique/des associés, et de garder les procès-verbaux et les comptes-rendus du Conseil de Gérance et des assemblées générales de l'associé unique/des associés, et de leurs transactions dans un registre tenu à cette fin, et il effectuera, si nécessaire, des tâches similaires pour tous les comités du Conseil de Gérance (s'il en existe). Il aura la possibilité de déléguer ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes à condition qu'il conserve la responsabilité des tâches qu'il aura déléguées.

Le Secrétaire aura le pouvoir et l'autorité, qui lui sera donnée exclusivement par le Conseil de Gérance, d'émettre des certificats et des extraits pour le compte de la Société qui pourront être produits en justice, ou, de manière générale, à l'égard de tous tiers et qui seront utilisés comme documents officiels.

#### Chapitre V. - Assemblées générales de l'associé unique/des associés

**Art. 11. Assemblées générales annuelles et Extraordinaires de l'associé unique/des associés.** Une assemblée générale annuelle de l'associé unique/des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la ville de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

D'autres assemblées générales de l'associé unique/des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

**Art. 12. Droit de vote d'associé(s).** Chaque associé peut prendre part aux assemblées générales de l'associé unique/des associés indépendamment du nombre de parts sociales qu'il détient.

Le droit de vote de chaque associé est proportionnel au nombre de parts sociales qu'il détient.

Chaque associé peut désigner par procuration un mandataire qui n'a pas besoin d'être associé pour le représenter aux assemblées générales de l'associé unique/des associés.

**Art. 13. Quorum - Majorité.** Les résolutions de l'assemblée générale de l'associé unique/des associés ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions pour modifier les Statuts et celles pour dissoudre, liquider ou fusionner la Société ne pourront être prises que par une majorité en nombre d'associés détenant au moins trois quarts du capital social de la Société.

Tant que la Société n'a pas plus de 25 associés, les résolutions de l'associé unique/des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la/des résolution(s) à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, télécourrier, télex ou email).

#### Chapitre VI. - Exercice social - Comptes annuels - Répartition

**Art. 14. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

**Art. 15. Comptes annuels.** Chaque année, les livres sont clos et le Conseil de Gérance prépare les comptes annuels (composés d'un bilan, d'un compte de pertes et profits et d'annexes aux comptes annuels), conformément aux dispositions législatives luxembourgeoises applicables.

**Art. 16. Inspection des documents.** Chaque associé peut prendre connaissance des comptes annuels susmentionnés au siège social de la Société.

**Art. 17. Distribution des bénéfices - Réserves.** Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à l'établissement d'une réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social nominal de la Société.

Le solde peut être distribué à l'associé unique/ aux associés en proportion des parts sociales qu'il(s) détiennent dans la Société.

L'assemblée générale de l'associé unique/des associés a le pouvoir de déclarer un ou plusieurs dividendes intermédiaires.

### Chapitre VII. - Dissolution - Liquidation

**Art. 18. Dissolution.** L'insolvabilité ou la faillite ou n'importe quelle autre procédure similaire d'un ou des associé(s) n'entraînera pas la dissolution de la Société. L'associé unique/les associés doi(ven)t donner leur accord, conformément aux dispositions de l'article 13, paragraphe 2 des Statuts, à la dissolution et à la liquidation de la Société et fixer les modalités y relatives.

**Art. 19. Liquidation.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée générale de l'associé unique/des associés qui déterminera ses/leurs pouvoirs et sa/leur rémunération.

### Chapitre VIII. - Vérification des comptes

**Art. 20. Commissaires aux comptes - Réviseur d'entreprises.** Conformément à l'article 200 de la Loi, la Société doit nommer un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé lorsque l'exemption prévue par les articles 256 et 215 de la Loi n'est pas applicable.

### Chapitre IX. - Loi applicable

**Art. 21. Référence aux dispositions légales.** Pour tous les points non expressément prévus dans les Statuts, le ou les associé(s) s'en réfèrent aux dispositions de la Loi.

#### *Souscription et Libération*

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis, SGG S.A., susmentionnée, déclare souscrire toutes les 500 (cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune représentant l'intégralité du capital social de la Société d'un montant de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros).

Toutes ces 500 (cinq cents) parts sociales ont été libérées entièrement par SGG S.A. au moyen d'un paiement en numéraire, de sorte que le montant de souscription de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) est immédiatement à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, et le notaire instrumentant constate expressément un tel paiement.

#### *Dispositions transitoires*

Par dérogation à l'article 14 des Statuts, le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et se clôturera le 31 décembre 2011.

#### *Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte, s'élève à approximativement EUR 900,- (neuf cents euros).

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. L'associé unique de la Société décide de fixer le nombre de gérant de la Société à un (1).
2. L'associé unique de la Société décide de nommer la personne suivante en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée:  
- Monsieur Michel LOMZIK, employé, né le 31 décembre 1977 à Verviers (Belgique) résidant professionnellement au 412F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

3. L'associé unique de la Société décide de fixer le siège social de la Société au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglais prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: I. BUDINGER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 mars 2011. LAC/2011/10454. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 9 mars 2011.

Référence de publication: 2011035828/453.

(110039758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

---

**Evita S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 89.505.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052006/10.

(110058034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**Exeel Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 121.079.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052007/10.

(110058006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**Frequency Infrastructure Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 89.212.

Les comptes annuels au 30 Juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Frequency Infrastructure Luxembourg S.à r.l.

Signature

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2011052008/12.

(110058274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**ICG Mezzanine Fund 2003 Luxco No. 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 95.559.

Les comptes annuels au 31/03/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011052027/10.

(110057777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**Histra S.r.l., Société Anonyme,  
(anc. Histra S.A.).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 71.428.

L'an deux mille dix, le dix décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme HISTRA S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg numéro B 71428, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 août 1999, publié au Mémorial C numéro 855 du 16 novembre 1999, et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 19 juin 2000, publié au Mémorial C numéro 779 du 25 octobre 2000;
- en date du 25 novembre 2002, publié au Mémorial C numéro 23 du 10 janvier 2003.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sophie ERK, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Antonio FERNANDES, employé privé, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

- 1.- Approbation de la situation économique et patrimoniale au 30 novembre 2010.
- 2.- Suppression de la valeur nominale des actions.
- 3.- Réduction du capital social à concurrence d'un montant de 6.614.000,- EUR, pour le ramener de son montant actuel de 6.714.000,- à 100.000,- EUR, par le transfert de la somme de 6.614.000,- EUR à un compte de réserves, sans annulation d'actions.
- 4.- Modification de la dénomination de la société en HISTRA S.r.l.
- 5.- Modification de l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans les nouveaux statuts en langue italienne.
- 6.- Fixation de la durée de la société à une durée indéterminée.
- 7.- Démission des administrateurs et du commissaire de la société.
- 8.- Transfert du siège social, statutaire et administratif de Luxembourg en Italie, et adoption par la société de la nationalité italienne.
- 9.- Changement de la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée".
- 10.- Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne.
- 11.- Nomination des administrateurs.
- 12.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée approuve le bilan et le compte de pertes et profits arrêtés au 30 novembre 2010 tels qu'ils ont été élaborés par le conseil d'administration et le commissaire de la société et soumis à l'assemblée.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des cent quarante-neuf mille deux cents (149.200) actions de la société.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de six millions six cent quatorze mille euros (6.614.000,- EUR), pour le ramener de son montant actuel de six millions sept cent quatorze mille euros (6.714.000,- EUR) à cent mille euros (100.000,- EUR).

Cette réduction de capital est réalisée par le transfert de la somme de six millions six cent quatorze mille euros (6.614.000,- EUR) à un compte de réserves et sans annulation d'actions.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en HISTRA S.R.L.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans les nouveaux statuts en langue italienne ci-après.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée décide de fixer la durée de la société à une durée indéterminée

#### *Septième résolution*

L'assemblée décide d'accepter la démission de tous les administrateurs et du commissaire aux comptes de la société et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

#### *Huitième résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social, statutaire et administratif de la société de L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, à I-31036 Ospedaletto di Istrana (Treviso), Via Castellana 90 (Italie), et de faire adopter par la société la nationalité italienne, selon la loi italienne.

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal et constate que cette résolution est conforme à la directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

#### *Neuvième résolution*

L'assemblée décide de changer la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée", d'annuler les actions existantes et de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

### "STATUTO

#### **Norme che regolano il Funzionamento della società**

**1.1.** È costituita una società a responsabilità limitata con la denominazione sociale di: HISTRA S.R.L.

**1.2.** La società ha sede nel Comune di ISTRANA. L'Organo Amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza, ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopra indicato.

**1.3.** La società ha per oggetto principale l'attività di holding e in particolare:

- l'acquisto come forma di stabile investimento, e senza la possibilità di procedere a un successivo collocamento tra il pubblico, di azioni e quote, ivi incluse partecipazioni e interessenze, relative a società operanti nei settori industriale e commerciale e in società di ogni altro genere e tipo costituite o costituende, in Italia e all'estero;

- l'acquisto, come forma di stabile investimento e senza la possibilità di procedere ad un successivo collocamento tra il pubblico, di azioni e quote, e la vendita di titoli emessi dallo Stato e dalle sue amministrazioni, di obbligazioni e di azioni emesse da società quotate e non, nonché di quote di fondi comuni di investimento e di ogni altro genere di titoli similari;

- l'assistenza, la gestione amministrativa e finanziaria, il coordinamento in relazione ad attività poste in essere dalle società controllate e/o collegate, ivi incluse le attività necessarie a reperire fondi da utilizzare per esigenze di finanziamento e investimento.

È espressamente escluso dall'attività statutaria il rilascio di garanzie, sia pure nell'interesse di società partecipate, ma a favore di terzi, laddove tale attività non abbia carattere residuale e non sia svolta in via strettamente strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale.

Rimangono tassativamente escluse le operazioni di carattere fiduciario, la raccolta del risparmio sotto qualsiasi forma, l'esercizio professionale sotto qualsiasi forma del credito, delle attività di cui alla legge 2 gennaio 1991, n. 1, di ogni altra attività finanziaria o professionale riservate per legge ed in genere qualsiasi altra attività nei confronti del pubblico.

La società può svolgere la produzione e/o la lavorazione, sia in conto proprio che di terzi, di cellulosa, carta e cartone in genere nonché di altri prodotti derivati, quali scatole, contenitori, raccoglitori, alveari e divisori in cartone od altro materiale sia ad uso industriale, commerciale, civile, nonché alimentare, come pure la loro commercializzazione all'ingrosso e/o al dettaglio previo ottenimento delle prescritte autorizzazioni di legge.

In via del tutto strumentale e nei limiti consentiti dalle vigenti disposizioni in materia, essa potrà - in conto proprio ed in modo non professionale e non nei confronti del pubblico - concedere avalli, fidejussioni e garanzie reali a favore dei soci e di terzi e compiere ogni operazione commerciale, finanziaria, mobiliare ed immobiliare intesa al conseguimento dell'oggetto sociale.

**1.4.** La società è costituita a tempo indeterminato. Ogni socio potrà esercitare il diritto di recesso, con preavviso di 180 (centottanta) giorni, da esercitarsi mediante invio di lettera raccomandata all'indirizzo della sede sociale.

### **Capitale e conferimenti**

**2.1.** Il capitale è fissato in Euro 100.000,00 ed è suddiviso tra i soci in quote di partecipazione trasferibili e divisibili, secondo le norme che seguono.

**2.2.** Il capitale potrà essere aumentato a pagamento o a titolo gratuito in forza di deliberazione dell'assemblea dei soci, da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica del presente atto costitutivo, ovvero negli altri modi previsti dall'atto costitutivo.

### **Partecipazioni e finanziamenti dei soci**

**3.1.** I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo, versamenti in conto capitale, ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, per i quali troverà applicazione l'art. 2467 c.c..

**3.2.** I diritti sociali spettano ai soci in conformità alla legge o al presente atto costitutivo.

**3.3.** Le partecipazioni sono liberamente trasferibili per atto tra vivi; tuttavia agli altri soci spetta il diritto di prelazione per l'acquisto.

**3.4.** Per l'esercizio del diritto di prelazione il socio che intenda trasferire in tutto od in parte la propria partecipazione -ovvero diritti parziali sulla stessa -, dovrà darne comunicazione agli altri soci (al loro domicilio eletto nei confronti della società), con qualsiasi mezzo che fornisca la prova dell'avvenuto ricevimento, indicando il nominativo dell'acquirente, il corrispettivo e tutte le altre condizioni dell'alienazione. Gli altri soci dovranno esercitare la prelazione facendo pervenire la propria accettazione entro e non oltre venti giorni dalla ricezione della proposta.

In caso di esercizio del diritto di prelazione da parte di più soci, la quota ceduta verrà tra gli stessi suddivisa in proporzione alle rispettive partecipazioni.

In caso di atto a titolo gratuito, il diritto di prelazione degli altri soci potrà essere esercitato al prezzo determinato mediante applicazione delle regole previste per la liquidazione della quota al socio recedente.

La cessione delle partecipazioni sarà possibile senza l'osservanza delle suddette formalità qualora il socio cedente abbia ottenuto la rinuncia scritta all'esercizio del diritto di prelazione da parte di tutti gli altri soci.

L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione, da parte della stessa, (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a prelazione.

**3.5.** Il trasferimento della partecipazione mortis causa, sia a titolo particolare che universale, è disciplinato dall'articolo 2284 del Codice Civile.

In caso di liquidazione della quota, il relativo pagamento dovrà essere effettuato dalla società ai successori del defunto entro e non oltre 6 (sei) mesi dalla richiesta effettuata anche da uno solo dei coeredi.

Ai fini della determinazione del valore della liquidazione, troveranno applicazione le modalità previste per la liquidazione della quota al socio recedente.

**3.6.** In aggiunta ai casi già previsti dall'art. 2473 c.c., il diritto di recesso compete ai soci in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente atto costitutivo.

**3.7.** La volontà di recedere deve essere comunicata all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento entro trenta giorni dall'iscrizione nel registro delle imprese della decisione che legittima il recesso oppure, in mancanza di una decisione, dal momento in cui il socio viene a conoscenza del fatto che lo legittima.

**3.8.** Il rimborso delle partecipazioni per cui è stato esercitato il diritto di recesso, nell'ammontare determinato dagli amministratori a norma dell'art. 2473 c.c., deve essere eseguito inderogabilmente entro centottanta giorni dalla comunicazione del medesimo fatto alla società, e mediante l'utilizzo di una qualsiasi delle modalità consentite dall'art. 2473 c.c.

### **Decisioni dei soci**

**4.1.** I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge o dal presente atto costitutivo, o comunque rimesse alla loro decisione.

**4.2.** In deroga al disposto dell'art. 2465 secondo comma c.c., non deve essere autorizzato dai soci l'acquisto da parte della società, per un corrispettivo pari o superiore al decimo del capitale sociale, di beni o di crediti dei soci fondatori, dei soci e degli amministratori, nei due anni dalla iscrizione della società nel registro delle imprese.

**4.3.** Le decisioni dei soci possono essere adottate mediante deliberazione assembleare, consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto. La decisione sul metodo è adottata dall'organo amministrativo.

**4.4.** La procedura di consultazione scritta o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli, purché risulti espressamente l'argomento oggetto della decisione, il contenuto della stessa e le eventuali



autorizzazioni ad essa conseguenti, e sia assicurato a ciascun socio il diritto di partecipare alla decisione ed un'adeguata informazione.

**4.5.** La procedura di consultazione scritta o di acquisizione del consenso espresso per iscritto consiste:

- nella proposta di scelta tra due o più differenti proposte di decisione, alternativamente contenute in un documento scritto (consultazione scritta);
- nella richiesta di espressione del voto su un'unica proposta ferma di decisione contenuta in un documento scritto (consenso espresso per iscritto);

il tutto da realizzarsi mediante invio di tale documento a ciascun socio, mediante qualsiasi mezzo che assicuri la prova dell'avvenuto ricevimento, e da questi restituito in originale o a mezzo telefax nei cinque giorni successivi, con apposti la propria sottoscrizione ed il proprio voto.

Il procedimento deve concludersi - in ogni caso - entro 30 (trenta) giorni dal suo inizio o nel diverso inferiore termine indicato nel testo della decisione, con la precisazione che la decisione sarà approvata unicamente nel caso in cui, entro tale termine, si siano verificate entrambe le seguenti condizioni:

- che tutti gli aventi diritto siano stati posti nelle condizioni di esprimere il proprio voto;
- che si sia formato il quorum deliberativo favorevole richiesto.

**4.6.** Ogni socio ha diritto di partecipare alle decisioni - fatti salvi i casi di esclusione previsti dalla legge o dall'atto costitutivo.

**4.7.** Le decisioni dei soci, assunte in forma non assembleare, sono prese con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino una maggioranza di almeno il 51% del capitale sociale.

**4.8.** Per la modifica del presente atto costitutivo e in tutti i casi espressamente previsti dalla legge o dal presente atto costitutivo, le decisioni dei soci debbono essere adottate mediante deliberazione assembleare nel rispetto del metodo collegiale.

A tal fine l'assemblea deve essere convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori del Comune ove è posta la sede sociale, purchè in Italia.

La convocazione dovrà avvenire con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire ai soci al domicilio risultante a norma di legge o dell'atto costitutivo (nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi simili, l'avviso deve essere spedito presso i recapiti che siano stati espressamente comunicati - e non revocati - dal socio e che risultino espressamente trascritti nei libri sociali). Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione per il caso in cui nella adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risultasse legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione.

In mancanza di formale convocazione, l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando sussistono le condizioni di cui all'art. 2479 bis, ultimo comma, c.c. In tal caso, gli amministratori o i sindaci (se nominati) assenti, dovranno aver preventivamente rilasciato apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

L'Assemblea è presieduta, a seconda della effettiva struttura dell'organo amministrativo, dall'Amministratore Unico, dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o dall'Amministratore più anziano. In caso di assenza o di impedimento di questi, l'Assemblea sarà presieduta dalla persona eletta con il voto della maggioranza dei presenti.

L'Assemblea nomina un segretario, anche non socio; tranne che sia richiesto per legge l'intervento del Notaio.

Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare per delega scritta - conferita anche a un non socio -, che dovrà essere conservata agli atti della società.

L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale.

L'assemblea regolarmente costituita a sensi del comma precedente delibera a maggioranza assoluta dei presenti, salvo che per la modifica del presente atto costitutivo e in tutti i casi per i quali la legge o l'atto costitutivo richiedano una maggioranza qualificata, nei quali è richiesto il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno il 51% del capitale sociale.

### **Amministrazione e controllo**

**5.1.** Quale organo di controllo, i soci possono eventualmente nominare, alternativamente: un Collegio Sindacale, ovvero un Revisore.

**5.2.** Quando la legge prevede l'obbligo della presenza del collegio sindacale, esso esercita anche il controllo contabile ed è composto da tre sindaci effettivi e due supplenti, nominati e funzionanti a norma di legge.

**5.3.** La società è amministrata da una Pluralità di Amministratori, in numero compreso da un minimo di due ad un massimo di cinque membri, o da un Amministratore Unico.

Quando l'amministrazione della società è affidata a più persone, la decisione di nomina stabilisce alternativamente:

- se gli amministratori costituiscano il "Consiglio di Amministrazione";
- se l'amministrazione sia invece affidata a ciascun amministratore disgiuntamente ovvero congiuntamente con uno o più degli altri amministratori, anche nominativamente indicati.

L'organo amministrativo ha tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, esclusi quelli che la legge o il presente atto costitutivo riservano espressamente ai soci.

Gli Amministratori hanno la rappresentanza generale della società.

Gli amministratori potranno essere anche non soci, e resteranno in carica per il tempo che verrà stabilito dai soci, all'atto della nomina.

Agli Amministratori, oltre al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni, potrà essere assegnata un compenso annuo complessivo, anche sotto forma di partecipazione agli utili, che verrà determinata dai Soci, in occasione della nomina o con apposita decisione.

All'Organo Amministrativo potrà altresì essere attribuito il diritto alla percezione di un'indennità di fine rapporto di collaborazione coordinata e continuativa, da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante apposita polizza assicurativa.

**5.4.** In caso di nomina di un Consiglio di Amministrazione, lo stesso decide alternativamente mediante metodo collegiale, mediante consultazione scritta, ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto; la decisione sul metodo - ove non fissata per legge - viene assunta dal Presidente del Consiglio di Amministrazione.

Per l'adozione delle decisioni mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto, troveranno applicazione, in quanto compatibili, le modalità già in precedenza esposte ai precedenti punti 4.4 e 4.5.

In tal caso, le decisioni del Consiglio di Amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli Amministratori in carica.

Per l'adozione delle decisioni mediante metodo collegiale, l'organo Amministrativo si raduna presso la sede sociale o altrove, purchè in Italia, su convocazione del Presidente o dell'Amministratore più anziano, mediante lettera raccomandata, ovvero fax o posta elettronica, almeno tre giorni prima dell'adunanza con indicazione della data, del luogo e dell'ora della riunione, nonchè dell'ordine del giorno.

Il collegio delibera validamente, con la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica ed a maggioranza assoluta dei voti dei presenti. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

Se per qualsiasi causa viene meno <la maggioranza> dei Consiglieri, decade l'intero Consiglio di amministrazione.

Il Consiglio potrà, infine, delegare tutti o parte dei suoi poteri ad uno o più dei propri componenti, anche disgiuntamente, con le limitazioni e le modalità indicate nella delega stessa.

**5.5.** Nel caso in cui l'amministrazione sia affidata a più soggetti disgiuntamente oppure congiuntamente si applicheranno, rispettivamente, gli articoli 2257 e 2258 cod. civ., fermo restando che le decisioni di cui all'art. 2475, ultimo comma, cod. civ. dovranno essere assunte con il metodo collegiale disciplinato come al punto precedente.

La rappresentanza sarà - in tal caso - attribuita agli amministratori in via altrettanto disgiuntiva o congiuntiva, analogamente a quanto previsto in sede di nomina, e se per qualsiasi causa venisse a cessare anche un solo Amministratore, decadranno anche gli altri Amministratori.

### **Titoli di debito**

**6.1.** La società può emettere titoli di debito, nel rispetto delle condizioni previste dalla legge. L'emissione dei titoli di debito è deliberata dall'Assemblea dei soci in conformità alla legge o all'atto costitutivo.

### **Esercizi sociali, bilancio e distribuzione degli utili**

**7.1.** Gli esercizi sociali si chiudono al 31 (trentuno) dicembre di ogni anno.

**7.2.** Il bilancio deve essere approvato dai soci con decisione da adottarsi entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, salva la possibilità di un maggior termine, nei limiti ed alle condizioni previste dalla legge. Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finchè questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

### **Operazioni sul capitale**

**8.1.** In caso di decisione di aumento del capitale sociale a pagamento (mediante nuovi conferimenti), ai soci è attribuita la facoltà di prevedere che l'aumento possa essere attuato anche mediante offerta di quote di nuova emissione a terzi, salvo che nel caso di cui all'articolo 2482-ter cod. civ.; in tal caso spetta, ai soci che non hanno consentito alla decisione, il diritto di recesso a norma del presente atto costitutivo.

**8.2.** Possono essere conferiti, a liberazione dell'aumento a pagamento del capitale, tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica, compresi la prestazione d'opera o di servizi a favore della società; la deliberazione di aumento del capitale deve stabilire le modalità del conferimento.

**8.3.** In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni del Collegio Sindacale o del revisore, se nominati, qualora consti il consenso unanime di tutti i soci. La rinuncia a detto deposito deve essere confermata in sede assembleare e deve risultare dal relativo verbale.

### Scioglimento e liquidazione

**9.1.** Lo scioglimento volontario della società è deliberato dall'Assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente atto costitutivo. In tal caso, ovvero verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dalla legge o dal presente atto costitutivo, l'Assemblea dei soci, con deliberazione da adottarsi sempre con le suddette maggioranze, assume le deliberazioni necessarie all'avvio della fase di liquidazione. In mancanza di disposizioni in ordine ai poteri dei liquidatori si applica la norma dell'art. 2489 c.c.

**9.2.** La società può, in ogni momento, revocare lo stato di liquidazione, previa eliminazione della causa di scioglimento, con deliberazione dell'assemblea presa con le maggioranze richieste per le modificazioni del presente atto costitutivo. Al socio dissenziente spetta il diritto di recesso.

### Clausola compromissoria

**10.1.** Tutte le controversie derivanti dall'applicazione del presente contratto, escluse solamente quelle non compromettibili per legge, che dovessero insorgere tra la società, i soci (ivi compresi i loro eredi o legatari), gli amministratori e i liquidatori (che con l'accettazione della carica saranno tenuti ad accettare la presente clausola) o tra di essi, ivi espressamente comprese quelle inerenti alla sua validità, interpretazione ed esecuzione, saranno risolte in via definitiva in conformità al Regolamento di Mediazione/Arbitrato Curia Mercatorum di Treviso. La sede dell'arbitrato sarà in Treviso. Si applicherà, in ogni caso, la procedura di arbitrato rapido e si tratterà di arbitrato rituale, che, in ogni caso, sarà preceduto dalla procedura di mediazione.

**10.2.** Per quanto non previsto nel presente atto costitutivo valgono le norme di legge in materia di società a responsabilità limitata."

#### *Dixième résolution*

L'assemblée décide de nommer comme nouveaux administrateurs de la société:

- Monsieur Bruno ZAGO, né à Zero Branco (Italie), le 4 janvier 1950, demeurant à I-31011 Asolo (TV), Via Santa Caterina 257, Italie, code fiscal: ZGA BRN 50A04 M171Q;
- Madame Anna Maria GASPARINI, née à Istrana (Italie), le 18 janvier 1952, demeurant à I-31011 Asolo (TV), Via Santa Caterina 257, Italie, code fiscal: GSP NMR 52A58 E373T.

#### *Onzième résolution*

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Bruno ZAGO et Madame Anna Maria GASPARINI tous pouvoirs en vue de l'exécution matérielle de ce qui a été délibéré supra. En particulier elle lui donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille huit cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Sophie ERK, Antonio FERNANDES, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 17 décembre 2010. Relation: GRE/2010/4466. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 29 décembre 2010.

Référence de publication: 2011036201/322.

(110039586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

**ICG Minority Partners 2008 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 138.971.

Les comptes annuels au 31/03/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011052029/10.

(110057774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

**Imerys Re, Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 53.015.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société IMERYS RE*

AON INSURANCE MANAGERS (Luxembourg)

Signature

Référence de publication: 2011052030/12.

(110058105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

**Imgestworld S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 115.168.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052031/10.

(110057867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

**OCM Luxembourg EPF III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 53, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 159.343.

**STATUTES**

In the year two thousand eleven, on the twenty-third day of February.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

OAKTREE EUROPEAN PRINCIPAL FUND III, Ltd., a limited liability company existing under the laws of the Cayman Islands, with registered office at WALKERS SPV LIMITED, Walker House, PO Box 908 GT, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands,

represented by Mr. Szymon Dec, residing professionally at 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration**

**1. Form-Corporatename.** There is formed a private limited liability company under the name of OCM LUXEMBOURG EPF III S.à r.l., which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the Company), and in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the Articles).

## 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg.

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Managers.

## 3. Object.

3.1 The objects of the Company are to invest in a portfolio of domestic or foreign securities or similar instruments, including but not limited to shares, warrants and equity securities, bonds, notes, loans and other debt instruments or securities, trade receivables or other forms of claims, obligations (including but not limited to synthetic securities obligations), to acquire rights or participations in loans and in financial derivatives agreements or instruments, to enter into any other agreements relating to such portfolio and to grant and receive pledges, guarantees or other security interests of any kind under any law. The Company may invest in real estate whatever the acquisition modalities including but not limited the acquisition by way of sale or enforcement of security.

3.2 The Company may also:

(a) raise funds through, including, but not limited to, the issue of notes (including asset linked notes), bonds, promissory notes and other debt instruments or debt securities, the use of financial derivatives or otherwise and obtain loans or any other form of credit facility;

(b) advance, lend or deposit money or give credit to its subsidiaries or other companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the «Connected Companies» and each as a «Connected Company»). For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same «group» as the Company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise;

(c) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any directors or officers of the Company or any of the Connected Companies and to render any assistance to the Connected Companies, within the limits of any applicable law;

(d) enter into any kind of credit derivative agreements such as, but not limited to, swap agreements under which the Company may provide credit protection to the swap counterparty;

(e) enter into agreements, including, but not limited to:

1. underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements, selling agreements and other contracts for services;

2. interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in connection with the objects mentioned under 3.2 (a), (b), (c), (d), and (e) 1 above; and

3. bank and cash administration agreements, liquidity facility agreements, credit insurance agreements and agreements creating security in connection with the objects mentioned under 3.2 (a), (b), (c), (d), (e) 1 and 2 above.

it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.3 In addition to the foregoing, the Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, enter into all transactions agreements and arrangements which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its object in all areas described above, however without taking advantage of the Act of July 31, 1929, on Holding Companies.

4. **Duration.** The Company is incorporated for an unlimited period.

## Chapter II. - Capital, Shares

### 5. Share capital.

5.1 The corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) ordinary shares (the Ordinary Shares), having a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

The Company may also create and issue (i) class A «tracker» shares (in case of plurality, the Class A Shares and individually, a Class A Share), (ii) class B «tracker» shares (in case of plurality, the Class B Shares and individually, a Class B Share), (iii) class C «tracker» shares (in case of plurality, the Class C Shares and individually, a Class C Share), (iv) class D «tracker» shares (in case of plurality, the Class D Shares and individually, a Class D Share), (v) class E «tracker» shares (in case of plurality, the Class E Shares and individually, a Class E Share), (vi) class F «tracker» shares (in case of plurality, the Class F Shares and individually, a Class F Share), (vii) class G «tracker» shares (in case of plurality, the Class G Shares and individually, a Class G Share) and (viii) class H «tracker» shares (in case of plurality, the Class H Shares and individually, a Class H Share), having a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each (collectively, the Tracker Shares, and individually, a Tracker Share) that will track the performance and returns of the underlying assets that they will track.

The Ordinary Shares and the Tracker Shares shall collectively and irrespectively of their class be designated as the Shares and individually and irrespectively of their class be designated as a Share.

The holders of the Shares are together referred to as the Shareholders. Each Share entitles its holder to one vote.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced one or more times by a resolution of the general meeting of the Shareholders, adopted in the manner required for amendment of these Articles.

5.3 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. Any share premium paid in respect of the subscription of any Tracker Share of a specific class upon their issuance shall be allocated to a share premium reserve account corresponding to that specific class of Tracker Shares, to be denominated by the corresponding letter.

5.4 All shares will have equal rights, except as otherwise provided for in these articles.

**6. Shares indivisibility.** Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

#### **7. Transfer of shares.**

7.1 In case of a single Shareholder, the Company's Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

7.3 In addition, each Shareholder agrees that it will not transfer, pledge or grant a security interest in any Share without the prior written consent of the Board of Managers.

### **Chapter III. - Management**

#### **8. Management.**

8.1 The Company is managed by a board of managers (the «Board of Managers» or the «Managers»). The members of the Board of Managers need not be shareholders.

8.2 They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

8.3 Any decision in connection with the management of the Company shall be taken collectively by the Board of Managers in compliance with article 12 of the Articles.

8.4 Towards third parties, the general power of representation of the Company is granted to any two Managers as provided by article 8 of the Articles, and pursuant to article 191 bis paragraph 5 of the Law, any deed, agreement or generally any document executed in compliance with articles 8 and 10 of the present Articles are valid and binding vis-à-vis third parties. The exercise of the general power of representation by any two Managers does not require prior approval by the Board of Managers acting collectively.

**9. Powers of the Board of Managers.** In dealing with third parties and without prejudice to articles 8 and 10 of the present Articles, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all administration and disposition acts and operations consistent with the Company's objects.

**10. Representation of the Company.** Towards third parties, the Company shall be bound by the joint signature of any two Managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by any two Managers.

#### **11. Delegation and Agent of the Board of Managers.**

11.1 Any two Managers, acting jointly, may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2 Any two Managers, acting jointly, will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

#### **12. Meeting of the Board of Managers.**

12.1 The meetings of the Board of Managers are convened by any two Managers. In case that all the Managers are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

12.2 Any member of the Board of Managers may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another member as his proxy. A member of the Board of Managers may also appoint another member to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.3 The resolutions by the Board of Managers are validly adopted if approved by more than half of the members of the Board of Managers, present or represented.

12.4 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.5 Written resolutions of the Board of Managers can be validly taken if approved in writing and signed by more than half of the members of the Board of Managers. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Managers' meetings, physically held.

12.6 Votes may also be cast by fax, e-mail, telegram, telex, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

12.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any two members of the Board of Managers or by any person nominated by any two members or during a meeting of the Board of Managers.

#### **Chapter IV. - General meeting of Shareholders**

##### **13. Powers of the general meeting of Shareholder(s) - Votes.**

13.1 All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

13.2 In particular, the general meeting of the Shareholders is authorized to amend the Articles of the Company, to change the nationality of the Company and to increase the commitments of its Shareholders.

13.3 Each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

13.4 In case of one Shareholder owning all the Shares, it assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and its decisions recorded are in minutes or drawn-up in writing.

##### **14. Holding of general meetings.**

14.1 Shareholders meetings may always be convened by any two Managers, failing which by Shareholders representing more than half of the capital of the Company.

14.2 The holding of general meetings shall not be obligatory where the number of Shareholders does not exceed twenty-five. In such case, each Shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

14.3 Should the Company have more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year on the first Friday of June.

14.4 Whatever the number of Shareholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the Shareholders for approval who also shall vote specifically as to whether discharge is to be given to the Board of Managers.

##### **15. Majorities.**

15.1 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the Share capital adopt them. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

15.2 Resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the Shareholders owning at least three quarters of the Company's Share capital, in accordance with any provisions of the Law.

15.3 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

#### **Chapter V. - Business year**

##### **16. Business year.**

16.1 The Company's financial year starts on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

16.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Board of Managers and the Board of Managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

16.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

##### **17. Distribution right of shares.**

17.1 The profits in respect of a financial year, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciations, shall constitute the net profit of the Company in respect of that period.

17.2 From the net profit thus determined, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

17.3 After the allocation of any profits to the above statutory reserve account, all further profits shall be distributed and paid as follows:

(a) the holders of the Shares of each class shall, pro rata the capital invested by each of them in respect of their Shares (nominal value and, as the case may be, share premium), be entitled to a dividend equal to (i) any proceeds and income derived by the Company (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) from its direct investment in the assets acquired with the proceeds of the subscription for the Shares of such class, minus (ii) any costs directly related to such investment, items (i) and (ii) to be determined by the Board of Managers;

(b) the general meeting of the Shareholders has discretionary power to dispose of the surplus, if any. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend, transfer it to the reserve or carry it forward.

## Chapter VI. - Liquidation

**18. Causes of dissolution.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

### 19. Liquidation.

19.1 The liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the Shareholders representing three quarters of the Company's share capital.

19.2 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided in the resolution of the Shareholders or by law, the liquidator(s) shall be invested with the broadest powers available under applicable law for the realisation of assets and payment of the liabilities of the Company, it being specified that the liquidation surplus of the Company is to be disposed of in the manner provided for in article 17.3 of these Articles.

## Chapter VII. - Applicable Law

**20. Applicable Law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

**21. Transitory provision.** The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2011.

### *Subscription - Payment*

Thereupon, OAKTREE EUROPEAN PRINCIPAL FUND III, Ltd., prenamed and represented as stated above declares to subscribe for five hundred (500) shares in registered form, with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-).

The amount of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-

### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr. Justin Bickle, company manager, born on 11 January 1971 in Plymouth, United Kingdom, residing professionally at 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY, United Kingdom;

- Mr. Jean-Pierre Baccus, accountant, born on September 14, 1976 in Malmedy, Belgium, residing professionally at 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg;

- Mr. Szymon Dec, company manager, born on 3 July 1978 in Lodz, Poland, residing professionally at 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg;

- Mr. Martin David Graham, lawyer, born on December 7, 1978 in Glasgow, United Kingdom, residing professionally at 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY, United Kingdom; and

- Mr. Hugo Neuman, company manager, born on October 21, 1960 in Amsterdam, The Netherlands, residing at 16, rue J. B. Fresez, L-1724 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.



### Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-trois février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

OAKTREE EUROPEAN PRINCIPAL FUND III, Ltd., une société à responsabilité limitée du droit des Iles Caïmans, ayant son siège social au WALKERS SPV LIMITED, Walker house, PO Box 908 GT, George Town, Grand Caïman, Iles Caïmans,

représentée par Szymon Dec, ayant son adresse professionnelle au 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

### Titre I<sup>er</sup> . - Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

**1. Forme - Dénomination.** Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de OCM LUXEMBOURG EPF III S.à r.l. qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après les Statuts).

#### 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Conseil de Gérance est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la Ville de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Conseil de Gérance.

#### 3. Objet.

3.1 Les objets de la Société sont d'investir dans un portefeuille comprenant des titres ou autres instruments, luxembourgeois ou étrangers tels que, mais sans que cela soit limitatif, des actions, warrants et autres titres représentatifs de capital, des obligations, des prêts et autres instruments similaires, des créances commerciales ou autres formes de créances, des dettes, des obligations (notamment, sans que ceci soit limitatif, des obligations de couvertures synthétiques), d'acquérir des droits ou des participations dans des prêts ou contrats sur des produits dérivés ou autres instruments, de conclure des contrats relatifs à ce portefeuille et de fournir des gages, garanties et autres sûretés de toutes sortes soumis à une quelconque loi. La Société peut également investir dans l'immobilier quelles que soient les modalités d'acquisition notamment, sans que ceci soit limitatif, l'acquisition par voie d'achat ou suite à l'exercice de sûretés.

3.2 La Société peut également:

(a) réunir des fonds, et notamment émettre des obligations (notamment, sans que ceci soit limitatif, des obligations traçantes), des billets à ordre, des titres de créance et autres dettes, utiliser des instruments financiers dérivés ou autres et conclure des emprunts ou tout autre forme de moyen de crédit;

(b) avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, même non substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après les «Sociétés Apparentées») et chacune une «Société Apparentée»);

Pour cet article, une société sera considérée comme appartenant au même «groupe» que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Société,

que ce soit comme détenteur ultime, trustee ou gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement.

(c) accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées et d'apporter toute assistance aux Sociétés Apparentées, dans les limites autorisées par toute loi applicable;

(d) entrer dans toute forme de contrats de crédit dérivés tels que, mais sans que cela soit limitatif, des contrats de swap en vertu desquels la Société fournira une protection de crédit à la contrepartie;

(e) conclure des contrats et notamment, sans que cette liste soit limitative:

1. des contrats de garantie, des accords de distribution, des contrats de gestion, des contrats de conseils, des contrats d'administration et autres contrats de services, des contrats de vente, en relation avec les capitaux que la Société s'est procurée;

2. des contrats d'échange sur devises ou taux d'intérêts et tous autres contrats sur des produits dérivés en relation avec les objets mentionnés dans l'article 3.2 les points (a), (b) (c) (d) et (e)1 ci-dessus;

3. des contrats bancaires, contrats de facilités de crédit, des contrats d'assurance-crédit et des contrats portant sur des garanties en relation avec les objets mentionnés dans l'article 3.2 points (a), (b), (c) (d) et (e)1 et 2 ci-dessus.

il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

3.3 Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participation financières.

**4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

## **Titre II. - Capital, Parts**

### **5. Capital social.**

5.1. Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires) ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

La Société peut également créer et émettre (i) des parts sociales de classe A «tracker» (en cas de pluralité les Parts Sociales de Classe A et individuellement une Part Sociale de Classe A), (ii) des parts sociales de classe B «tracker» (en cas de pluralité les Parts Sociales de Classe B et individuellement une Part Sociale de Classe B), (iii) des parts sociales de classe C «tracker» (en cas de pluralité les Parts Sociales de Classe C et individuellement une Part Sociale de Classe C), (iv) des parts sociales de classe D «tracker» (en cas de pluralité les Parts Sociales de Classe D et individuellement une Part Sociale de Classe D), (v) des parts sociales de classe E «tracker» (en cas de pluralité les Parts Sociales de Classe E et individuellement une Part Sociale de Classe E), (vi) des parts sociales de classe F «tracker» (en cas de pluralité les Parts Sociales de Classe F et individuellement une Part Sociale de Classe F), (vii) des parts sociales de classe G «tracker» (en cas de pluralité les Parts Sociales de Classe G et individuellement une Part Sociale de Classe G) et (viii) des parts sociales de classe H «tracker» (en cas de pluralité les Parts Sociales de Classe H et individuellement une Part Sociale de Classe H), ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-), chacune (collectivement les Parts Sociales Tracker et individuellement une Part Sociale Tracker) qui traceront la performance et le rendement des actifs sous-jacents qu'elles suivront.

Les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Tracker seront collectivement et sans tenir compte de leur classe désignées les Parts Sociales, et individuellement et sans tenir compte de leur classe une Part Sociale.

Les détenteurs des Parts Sociales seront désignés ensemble les Associés. Chaque Part Sociale donne à son détenteur droit à un vote.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par une décision de l'assemblée générale des Associés adoptée selon la manière requise pour modifier ces Statuts.

5.3 En plus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Toute prime d'émission payée pour la souscription de n'importe quelle Part Sociale Tracker d'une classe spécifique lors de son émission sera affectée à un compte de réserve prime d'émission correspondant à cette classe spécifique de Parts Sociales Tracker, et en portera la lettre correspondante.

5.4 Toutes les Parts Sociales auront des droits égaux sauf stipulation contraire des Statuts.

**6. Indivisibilité des parts.** Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

### **7. Transfert des parts.**

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

7.3 Chaque Associé s'engage à ne pas céder, mettre en gage ou conférer des garanties sur les Parts Sociales qu'il détient sans le consentement préalable et écrit du Conseil de Gérance.

### **Titre III. - Gérance**

#### **8. Gérance.**

8.1 La Société est gérée par un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance» ou les «Gérants»). Les membres du Conseil de Gérance ne sont pas obligatoirement Associés.

8.2 Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des Associés titulaires de la majorité des votes.

8.3 Toute décision à prendre concernant la gestion de la Société sera prise collectivement par le Conseil de Gérance conformément à l'article 12 des Statuts.

8.4 Envers les tiers, le pouvoir général de représentation de la Société est conféré à deux Gérants tel que stipulé à l'article 8 des Statuts, et en vertu de l'article 191 bis paragraphe 5 de la Loi, tout acte, contrat ou généralement tout document exécuté en conformité aux articles 8 et 10 sont valables et créeront des obligations à la charge de la Société vis-à-vis des tiers. L'exercice du pouvoir général de représentation par deux Gérants ne requiert pas l'approbation préalable du Conseil de Gérance agissant collectivement.

**9. Pouvoirs du Conseil de Gérance.** Dans les rapports avec les tiers et sans préjudice des articles 8 et 10 des présents Statuts, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes d'administration et de disposition et toutes opérations conformes à l'objet social.

**10. Représentation de la Société.** Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux Gérants ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué par deux Gérants.

#### **11. Délégation et Agent du Conseil de Gérance.**

11.1 Deux Gérants agissant conjointement peuvent déléguer leurs pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

11.2 Deux Gérants agissant conjointement déterminent les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

#### **12. Réunion du Conseil de Gérance.**

12.1 Le Conseil de Gérance se réunit sur convocation de deux Gérants. Lorsque tous les Gérants sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

12.2 Tout membre du Conseil de Gérance est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre membre, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre. Un membre du Conseil de Gérance pourra également nommer par téléphone un autre membre pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure.

12.3 Toute décision du Conseil de Gérance est valablement adoptée lorsqu'elle est approuvée par plus de la moitié des membres du Conseil de Gérance, présent ou représenté.

12.4 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les membres du Conseil de Gérance participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

12.5 Des résolutions du Conseil de Gérance peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par plus de la moitié des membres du Conseil de Gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax, e-mail, télégramme ou télex. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil de Gérance physiquement tenue.

12.6 Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tel que télécopie, e-mail, télégramme, facsimilé ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

12.7 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par tous les Gérants présents ou représentés aux séances. Des extraits seront certifiés par deux des Gérants ou par toute personne désignée par les deux Gérants ou lors d'une réunion du Conseil de Gérance.

### **Titre IV. - Assemblée générale des associés**

#### **13. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés - Votes.**

13.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Conseil de Gérance.

13.2 L'assemblée générale des Associés est notamment compétente pour modifier les Statuts de la Société, changer la nationalité de la Société et augmenter les engagements de ses Associés.

13.3 Chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de Parts Sociales détenues. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de Parts Sociales détenues par lui

13.4 Lorsqu'un Associé détient toutes les Parts Sociales, il exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et ses décisions sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

#### **14. Tenue d'assemblées générales.**

14.1 Des assemblées générales pourront toujours être convoquées par deux membres du Conseil de Gérance, à défaut par les Associés représentant plus de la moitié du capital de la Société.

14.2 La tenue d'assemblée générale n'est pas obligatoire, quand le nombre des Associés n'est pas supérieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque Associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

14.3 Lorsqu'il y aura plus de vingt-cinq Associés, il devra être tenu, chaque année, une assemblée générale le premier vendredi du mois de juin.

14.4 Quel que soit le nombre d'Associés, le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation des Associés qui se prononceront aussi par un vote spécial sur la décharge à donner au Conseil de Gérance.

#### **15. Majorités.**

15.1 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première réunion ou consultation par écrit, les Associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettres recommandées, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

15.2 Les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'Associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

15.3 Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Associés ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Associés et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

### **Titre V. - Exercice social**

#### **16. Exercice social.**

16.1 L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

16.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Conseil de Gérance et celui-ci prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

16.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

#### **17. Droit de distribution des parts.**

17.1 Les profits de l'exercice social, après déduction des frais généraux et opérationnels, des charges et des amortissements, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période.

17.2 Le bénéfice net ainsi déterminé, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

17.3 Après affectation des bénéfices à la réserve légale ci-dessus, tous les bénéfices restants seront distribués et payés comme suit:

(a) les détenteurs des Parts Sociales de chaque classe auront, au pro rata du capital investi par chacun d'eux pour leurs Parts Sociales (valeur nominale et, le cas échéant, prime d'émission), droit à un dividende égal à (i) tous les produits et tout revenu réalisés par la Société (en ce compris, sans limitation, les dividendes, les gains sur capital, les boni de liquidation, les produits d'une vente ou tout autre produit ou revenu) sur leur investissement direct dans les avoirs acquis grâce au produit de la souscription aux Parts Sociales de cette classe, moins (ii) tous les coûts directement liés à cet investissement, les points (i) et (ii) étant déterminés par le Conseil de Gérance;

(b) l'assemblée générale des Associés peut disposer du surplus, s'il y en a, à sa discrétion. Elle peut, en particulier, affecter ce bénéfice au paiement d'un dividende, le transférer à une réserve ou le reporter.

### **Titre VI. - Liquidation**

**18. Causes de dissolution.** La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

#### **19. Liquidation.**

19.1 La liquidation de la Société n'est possible que si elle est décidée par la majorité des Associés représentant les trois quarts du capital social de la Société.

19.2 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui termineront leurs pouvoirs et rémunérations. Sauf stipulation contraire suivant décision des Associés ou en vertu de la Loi, le(s) liquidateur(s) sera (seront) investi(s) des pouvoirs les plus larges prévus par la loi applicable pour réaliser les actifs et assurer le paiement du passif de la Société, étant précisé qu'il sera disposé du boni de la liquidation de la Société de la manière prévue à l'Article 17.3 des présents Statuts.

## Titre VII. - Loi applicable

**20. Loi applicable.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la loi.

**21. Disposition transitoire.** La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2011.

### *Souscription - Libération*

Ces faits exposés, OAKTREE EUROPEAN PRINCIPAL FUND III, Ltd., prénommée et représentée comme décrit ci-dessus, déclare souscrire à cinq cents (500) Parts Sociales Ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune et les libérer entièrement par versement en espèces de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

La somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

### *Coûts*

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ EUR 1.200.

### *Décisions de l'associé unique*

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Justin Bickle, gérant de sociétés, né le 11 janvier 1971 à Plymouth, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 27 Knightsbridge, Londres SW1X 7LY, Royaume-Uni;

- M. Jean-Pierre Baccus, comptable, né le 14 septembre 1976 à Malmedy, Belgique, demeurant au 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg;

- M. Szymon Dec, gérant de sociétés, né le 3 juillet 1978 à Lodz, Pologne, ayant son adresse professionnelle au 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg;

- M. Martin David Graham, juriste, né le 7 décembre 1978 à Glasgow, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 27 Knightsbridge, Londres SW1X 7LY, Royaume-Uni; et

- M. Hugo Neuman, gérant de société, né le 21 octobre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, ayant son adresse au 16, rue J. B. Fresez, L-1724 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. DEC et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1<sup>er</sup> mars 2011. Relation: LAC/2011/9818. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 mars 2011.

Référence de publication: 2011035835/507.

(110039783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

---

### **Imgestworld S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 115.168.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052032/10.

(110058099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**Immoinvest Benelux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 91.928.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011052033/10.

(110058224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

**Line Dance Friendship Luxembourg, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-5675 Burmerange, rue Auguste Liesch.

R.C.S. Luxembourg F 2.501.

**STATUTS**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Entre les sous nommés, il est constitué une association sans but lucratif régie par les présents statuts et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

L'association porte la dénomination LINE DANCE FRIENDSHIP LUXEMBOURG. Elle a son siège au Centre culturel Maus Ketti, rue Auguste Liesch, L-5675 Burmerange, Grand-Duché de Luxembourg.

**Art. 2. But de l'association.** L'association a pour but:

- a) de réunir toutes les personnes intéressées dans la pratique du "line dance" et ce sur la base de l'amitié et de l'entraide,
- b) de donner aux membres la possibilité d'approfondir leurs connaissances en cette matière,
- c) de promouvoir le "line dance" au Grand-Duché, et
- d) de favoriser et de rechercher la collaboration avec les associations ayant des buts similaires.

L'association ne se livre pas à des opérations commerciales et ne cherche pas à procurer à ses membres un gain matériel.

**Art. 3. Les membres de l'association.**

3.1 Le nombre minimum des membres est fixé à trois.

3.2 L'association est composée de membres fondateurs, de membres actifs (ou effectifs) dénommés dans les présents statuts «membre(s)», et de membres sympathisants.

Les membres actifs (ou effectifs) sont les personnes qui paient la cotisation dont le montant maximum est prévu dans l'article 8. Les membres sympathisants sont les tiers qui entretiennent des relations privilégiées avec l'association, mais n'ont pas les droits et obligations des membres actifs. Notamment, ils n'ont pas de droit de vote aux assemblées et ne sont pas éligibles aux places du conseil d'administration à l'inverse des membres dits "actifs".

3.3 Peut être membre de l'association LINE DANCE FRIENDSHIP LUXEMBOURG toute personne qui se déclare d'accord avec les présents statuts, ainsi qu'avec les décisions et sanctions prises en vertu de ces statuts, sans distinction d'opinion politique, philosophique ou religieuse.

3.4 Tout membre a l'obligation:

- de supporter l'association dans l'accomplissement de ses buts et objectifs,
- de traiter le patrimoine de l'association avec ménagement et prudence,
- de payer la cotisation au début de l'année sociale, et
- de prendre une attitude loyale et tolérante envers les autres membres.

3.5 La qualité de membre s'acquiert par le paiement de la cotisation. La qualité de membre se perd par le décès, le non-paiement de la cotisation endéans trois mois à partir du premier jour après l'Assemblée générale, une déclaration de sortie verbale ou écrite, l'exclusion.

3.6 En cas de non-respect de ces engagements, l'exclusion d'un membre pourra être prononcée par l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

3.7 Le membre démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le patrimoine de l'association et ne peut pas réclamer le remboursement des cotisations qu'il a versées.

**Art. 4. Les organes.** L'activité de l'association s'exerce à travers ses organes, à savoir:

- a) l'assemblée générale,
- b) le conseil d'administration.

**Art. 5. L'assemblée générale.**

5.1 Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les objets suivants:

- a) la modification des statuts,
- b) la nomination et la révocation des administrateurs,
- c) l'approbation des budgets et des comptes,
- d) la dissolution de l'association.

5.2 L'assemblée générale ordinaire se tient au cours du premier trimestre de chaque année.

5.3 L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier.

5.4 L'assemblée doit être convoquée par les administrateurs lorsqu'un cinquième des membres en fait la demande.

Tous les membres actifs de l'association doivent être convoqués par courrier par le conseil d'administration au moins huit jours à l'avance aux assemblées générales. L'ordre du jour doit être joint à cette convocation.

Toute proposition, signée d'un nombre égal au vingtième des membres de la dernière liste annuelle, doit être portée à l'ordre du jour.

5.5 Les membres peuvent se faire représenter à l'assemblée générale par un autre membre ou par un tiers.

5.6 Tous les membres ont un droit de vote égal et les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou par les statuts.

Des résolutions peuvent être prises en dehors de l'ordre du jour. Elles sont adoptées à l'unanimité des membres présents ou représentés à l'assemblée générale.

5.7 L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si le texte de celles-ci est spécifiquement indiqué dans la convocation, et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres présents ou représentés.

5.8 Toute modification est adoptée à la majorité de deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

5.9 Toute modification aux statuts doit être publiée, dans le mois de sa date, au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

5.10 Les résolutions de l'assemblée générale sont mises à disposition au siège; une copie est transmise sur demande.

**Art. 6. Le conseil d'administration.** Le conseil d'administration est composé d'au moins trois administrateurs.

Les membres du conseil d'administration sont élus lors de l'assemblée générale pour une durée de deux ans. Ils sont rééligibles.

Les charges au sein du conseil d'administration sont réparties parmi les administrateurs.

Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans tous ses actes judiciaires et extrajudiciaires.

En cas de démission, d'indisponibilité prolongée ou de décès d'un membre, le conseil peut:

- désigner un remplaçant,
- procéder à la redistribution des charges au sein du conseil jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Tout membre du conseil absent, sans excuse valable et/ou justifiée, à trois réunions consécutives, ou à six réunions non consécutives, est réputé démissionnaire.

**Art. 7. Les réviseurs de caisse.** Deux réviseurs de caisse sont nommés par l'assemblée générale. Ils sont chargés du contrôle des comptes de l'association.

**Art. 8. Les cotisations.** Le montant de la cotisation annuelle ne pourra pas dépasser 200 euros pour les membres. La cotisation est fixée par l'assemblée générale. Les frais de participation aux cours et aux entraînements sont fixés par le conseil d'administration.

**Art. 9. La dissolution.** L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'association que si les deux tiers de ses membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, il pourra être convoqué une seconde réunion qui délibérera valablement quel que soit le nombre des membres présents.

La dissolution ne sera admise que si elle est votée à la majorité des deux tiers des membres présents. En cas de dissolution, le patrimoine de l'association sera affecté à une autre association ou/et à une fondation de droit luxembourgeois.

**Art. 10. Dispositions diverses.** Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du conseil d'administration.

Un exemplaire des statuts est déposé auprès du préposé au registre de commerce et des sociétés. Les statuts seront publiés au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés, conformément à l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915.

**Art. 11. Disposition transitoire.** Les associés fondateurs remplissent la fonction d'administrateurs jusqu'à l'assemblée générale de l'année sociale 1999.

**Art. 12. Les associés fondateurs (par ordre alphabétique).** Arend Brigitte, employée privée, L-5695 Emerange, 3A, rue J. Tasch, de nationalité luxembourgeoise  
Frieden Manuela, sans état, L-5695 Emerange, 4A, rue de l'Eglise, de nationalité luxembourgeoise  
Gobillot Nicole, vendeuse L-5692 Elvange, 11, rue de Wintrange, de nationalité luxembourgeoise

Juchem Georges, fonct. d'Etat, L-3544 Dudelange, 40, me J. Wolter, de nationalité luxembourgeoise  
Kessler Sandy, étudiante, L-8452 Steinfort, 3, rue Schwarzenhof, de nationalité luxembourgeoise  
Muller Sandy, fleuriste, L-5675 Burmerange, 1, rue J. Bravy, de nationalité luxembourgeoise  
Pauly Patrick, employé privé, L-5695 Emerange, 3, rue de l'Eglise, de nationalité luxembourgeoise  
Pfister Karin, sans état, L-5695 Emerange, 3, rue de l'Eglise, de nationalité suisse  
Theobald Rita, infirmière, D-66265 Heusweiler, Hochstrasse 8, de nationalité allemande

Fait à Burmerange, le 3.03.2011.

Signatures.

Référence de publication: 2011038807/108.

(110042315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2011.

---

**Oraxys Environment 1 S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 138.321.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 61364 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011035842/10.

(110039122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

---

**Fairfield Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faiënerie.

R.C.S. Luxembourg B 74.610.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire en date du 4 février 2011*

L'assemblée générale approuve les démissions de Monsieur José CORREIA et Madame Géraldine SCHMIT de leurs postes d'administrateurs de la Société avec effet immédiat.

Monsieur Alain PEIGNEUX a démissionné de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 13 août 2010. En date du 13 août 2010 les administrateurs restants ont décidé, conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, de nommer provisoirement, avec effet au 13 août 2010, Monsieur Ronald CHAMIELEC, né le 22 novembre 1971 à Mont-Saint-Martin, France, ayant son adresse professionnelle au 67 rue Ermesinde L-1469 Luxembourg, comme administrateur en remplacement de l'administrateur ayant démissionné.

L'assemblée générale décide d'accepter la démission comme administrateur de la Société présentée par Monsieur Alain PEIGNEUX avec effet au 13 août 2010 et de ne pas approuver la décision de nommer comme administrateur Monsieur Ronald CHAMIELEC.

L'assemblée générale décide de nommer au poste d'administrateur avec effet immédiat:

- Monsieur Roberto DE LUCA, né à Luxembourg, le 13 avril 1973, résidant professionnellement au 40, avenue de la Faiënerie L-1510 Luxembourg,

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2012.

De plus, l'assemblée générale décide de nommer aux postes d'administrateurs avec effet immédiat:

- Monsieur Pedro GONCALVES, né à Mortagua (Portugal), le 24 septembre 1973, résidant professionnellement au 40, avenue de la Faiënerie L-1510 Luxembourg,

- Madame Valérie WESQUY, née à Mont-Saint-Martin (France) le 06 mars 1968, demeurant professionnellement au 3, rue Belle-vue L-1227 Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2012.

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société du 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 38, avenue de la Faiënerie, L-1510 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour extrait sincère et conforme

Pour la Société

Référence de publication: 2011038497/33.

(110042648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2011.

---